

LE DEVOIR



La nouvelle Amérique d'Obama

Le 44^e président des États-Unis promet de rompre résolument avec les années Bush



CLAUDE LÉVESQUE ses fonctions, le premier président noir des États-Unis a appelé ses concitoyens, gouvernants comme gouvernés, à prendre leurs responsabilités dans un monde en profonde mutation.

D'entrée de jeu, le nouveau président a avoué qu'il se sentait *«humble devant la tâche à accomplir»*, mais il a rappelé que certains de ses prédécesseurs avaient eux aussi prêté serment en temps de crise. *«Dans ces moments, a-t-il*

VOIR PAGE A 12: OBAMA

LARRY DOWNING REUTERS

INDEX

Actualités A 6	Éditorial A 10
Annonces B 5	Idées A 11
Avis publics... B 6	Météo B 5
Carrières..... B 4	Monde..... A 9
Culture B 8	Mots croisés. A 8
Décès B 5	Sudoku B 6
Économie B 1	Télévision B 7



L'ARRIVÉE D'OBAMA

- La journée de l'investiture, pages A 2, A 3, A 4 et A 5
- Autres textes et analyses en pages A 7, A 11, A 12 et B 1
- L'éditorial de Serge Truffaut, page A 10
- Des extraits du discours présidentiel, page A 12

CHARETTE

CHRISTIANE

9H Retour sur l'assermentation d'Obama avec Charles-Philippe David, Francine Pelletier, Louis Balthazar et Donald Cuccioletta. Réal.: Bruno Gugli...



Radio-Canada.ca/christiane

95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

OBAMA PRÉSIDENT

New York salue l'arrivée d'Obama

Le cœur de Harlem bat la chamade pour Obama

VANESSA FONTAINE

New York — Harlem, cœur de l'Amérique noire, battait la chamade hier. Le long de la 125^e Rue, aussi baptisée boulevard Martin Luther King, soufflait le vent de changement tant annoncé pendant la campagne présidentielle américaine, changement auquel peu n'osaient croire.

Une effervescence rarement égalée balayait ce quartier dont les résidents versent habituellement dans le cynisme, convaincus que les préoccupations de Washington sont bien loin des leurs.

Plus maintenant. Partout, des bribes du discours de Barack Obama s'échappaient des restaurants, des échoppes de barbiers, des commerces et d'autres lieux de rassemblement où avaient lieu les nombreuses *viewing parties*, ces projections festives de la cérémonie d'investiture présidentielle.

«La communauté noire se sentait ignorée par le gouvernement, particulièrement par la dernière administration et son mépris de la population de la Nouvelle-Orléans», s'est exclamée Denise Brown, enseignante à la retraite. «Maintenant, nous sommes le gouvernement!» a-t-elle ajouté avant de souhaiter une joyeuse inauguration à quelques passants

arborant le visage du futur président sur leur chandail.

La 7^e

Au coin de la 7^e Avenue, des milliers de personnes avaient bravé le froid pour assister à distance à la cérémonie, diffusée sur des écrans géants. Deux sœurs, Caren et Norma Daley, étaient parmi les premières à faire le pied de grue. C'est avec émotion que la plus vieille, âgée de 43 ans, a sorti de sa poche une photo de leur mère, avant d'expliquer: «Ma mère a connu la ségrégation. Elle était de la génération qu'on a refoulée à la section réservée aux Noirs, à l'arrière de l'autobus. Elle est morte il y a trois ans du cancer, et elle aurait tellement voulu voir ce jour arriver.»

Pour sa part, Nastasia Johnston, 16 ans, est venue du Queens, la circonscription voisine. «Je veux pouvoir dire à mes enfants et à mes petits-enfants que j'étais ici, à Harlem, pour ce jour historique», a-t-elle lancé en remontant la fermeture éclair du manteau de son petit frère, Georges, 10 ans.

En plus des éternels bâtonnets d'encens et des flacons d'onguent à base de beurre de karité, les stands des vendeurs ambulants regorgeaient de bannières à l'effigie du 44^e président des États-Unis, de marcarons portant l'inscription «Nous avons créé l'Histoire» ou



CHIP EASTREUTERS

Le célèbre Apollo était rempli à craquer hier pour célébrer l'assermentation de Barack Obama.

«Yes we did», en écho au fameux «Yes we can» de la campagne électorale.

Au théâtre Apollo

À l'illustre théâtre Apollo, un écran géant était tendu au-dessus des planches foulées par les grands de la culture noire américaine — Billie Holiday, Stevie Wonder, James Brown, etc. Une foule bigarrée, représentative de toutes les ethnies, atten-

daient avec impatience l'allocution retransmise en direct de Barack Obama, applaudissant à tout rompre quand le futur président est apparu, mais huant et sifflant à la vue occasionnelle du président ou du vice-président sortant.

L'atmosphère était parfois grave et solennelle. Certains pouvaient être aperçus en train de hocher la tête et de s'es-suyer les yeux, comme ce pla-

cier de 82 ans à la barbe poivre et sel. «C'est l'un des plus beaux jours de ma vie», a-t-il laissé tomber à la fin du discours inaugural, alors qu'une joyeuse clameur s'emparait de la foule, en ovation debout pendant quelques minutes, scandant «Yes we can! Yes we can!».

A quelques pâtés de maisons de là, au coin du boulevard Malcolm X, une foule s'était entassée dans un désordre joyeux

chez Silvia's, la reine du *soul-food*, pour boire du champagne et célébrer le début d'une nouvelle ère. Bryan Clayton était là, avec sa fille de douze ans. «Je n'ai jamais même osé rêver devenir président des États-Unis, expliquait-il, mais je tiens à ce que ma fille sache que c'est possible, qu'elle pourra devenir ce qu'elle veut lorsqu'elle sera adulte.»

Collaboratrice spéciale

Un homme



JEAN DION

Is nous l'ont d'abord montré avançant, le visage grave, vers l'Histoire. Impossible de ne pas se demander ce qui lui trottait alors dans la tête, ce que Dieu seul, qui selon des sources préside à ce genre de manifestations, sait. Peut-être répétait-il les phrases qu'il allait prononcer, pris d'un ultime doute quant au choix de ce mot, à l'emplacement de cette virgule. Peut-être avait-il une pensée pour sa grand-mère qui l'avait élevé, morte deux jours avant l'élection qui promettait de changer le monde. Peut-être le cœur lui battait-il devant la solennité du moment. Peut-être songeait-il que c'en est beaucoup sur les épaules d'un homme, ces espoirs que sa quête a suscités, ces attentes si insensées, si dérai-

sonnablement élevées que son parcours a semées chez des centaines de millions, chez des milliards de personnes. Peut-être ne pensait-il à rien, comme quand c'est trop, comme quand les pensées se bousculent à fond la caisse et qu'on pense tellement à tout qu'on finit au fond par ne plus penser à rien. Peut-être fonçait-il en s'inspirant de sa propre formule au succès foudroyant et se disait-il simplement, sûr de lui, «Yes I can.»

L'Histoire, veut la boutade, est quelque chose qui n'est jamais arrivé, raconté par quelqu'un qui n'était pas là. Hier, ils étaient très nombreux à être là, et ils passeront des années à le raconter. Mais à ce moment précis, avant qu'il ne s'adresse à la foule, ce n'est peut-être qu'une impression, Barack Obama a paru seul. Il avait beau avoir l'appui du monde entier, il restait seul.

Ça n'a pas duré. Dimanche, le spectacle en son honneur était intitulé *We Are one*. Un, mais nous. De la même manière a-t-il commencé sa première allocution de président: «I stand here today humbled by the task before us.» Je, mais humble. La tâche, mais notre tâche. Il aurait pu s'arrêter là, tout venait d'être dit. Le reste était superflu.

La foule l'a écouté, tranquillement. Avec

quelques applaudissements sobres, sans les débordements d'enthousiasme qui marquent les campagnes électorales et les soirées de victoire. Peut-être était-elle trop émue, ployant sous l'énormité des circonstances, peut-être était-elle subjuguée par son talent d'orateur, l'un des plus impressionnants de sa génération. Il devait parler à la fois aux États-Unis et à la planète, il l'a fait en précisant la nature de la tâche, deux sales guerres et l'effondrement appréhendé d'un mode de vie, un monde croulant sous les inégalités, et en rappelant de même qu'il ne faut jamais perdre de vue l'ampleur du chemin parcouru, «comment un homme dont le père aurait pu se faire refuser d'être servi dans un restaurant il y a 60 ans peut maintenant se présenter devant vous pour prêter le plus sacré des serments».

Dans la bouche d'à peu près n'importe qui d'autre, la nomenclature d'autant de défis, les promesses de passer à l'action, l'évocation de jours meilleurs eurent passé pour d'épouvantables clichés, des paroles creuses mille fois entendues et toujours laissées en plan. Dans la sienne, il semble qu'il en aille autrement. C'en est parfois carrément ahurissant.

Y croyons-nous? Nous voulons tellement y croire. Nous, les mécréants finis de la politique, même les plus sceptiques, parce que le sceptique doute alors que nous n'avons plus la force de douter, nous qui avions tout abandonné et avec raison, nous que plus personne ne pouvait toucher, nous voilà remués. Nous avions perdu jusqu'à la possibilité d'être déçus, parce que le déçu a forcément espéré, et il y avait longtemps que nous n'espérions plus rien. Mais nous voilà sérieusement remués. Même prêts, pour tout dire, à nous exposer à la déception. Le frisson ressenti en attendant est à ce point agréable.

Certains qui affectionnent les repères clairs diront que le XXI^e siècle a véritablement débuté hier. Qu'on ne pouvait faire mieux que de trouver Barack Obama pour nous sauver collectivement, pour le remettre aux prochaines générations en commençant tout de suite à juguler la douleur qui les attend. Rarement autant aura pesé sur un seul homme.

Les miracles n'existent pas. La foi en eux, de toute évidence, si.

Le Devoir

Réconfortez-vous avec ces doux tarifs.

Notre solde d'hiver de 3 jours est en cours.

Toutes les destinations canadiennes
et certaines destinations américaines

Pour seulement

49\$ à 299\$

par ALLER SIMPLE au départ de Montréal,
pour voyager jusqu'au 30 avril 2009



Aucun supplément de frais de carburant pour les vols au Canada et entré le Canada et les États-Unis



Enregistrement gratuit de deux bagages

Les tarifs varient selon le trajet et la destination. Choisissez librement en ligne ou en appelant votre agent de voyages. Vous pouvez également nous appeler au 1 888 247-2262.

L'offre prend fin le 23 janvier 2009.

BUSINESS
TRAVELLER
MAGAZINE
2008
LE MEILLEUR
EN VOYAGES
D'AFFAIRES

Meilleur en Amérique du Nord pour ses vols internationaux
Meilleur en Amérique du Nord pour son service classe Affaires
Meilleur en Amérique du Nord pour son service en vol



AIR CANADA
SUPPORTEUR OFFICIEL
OFFICIAL SUPPORTER

aircanada.com
La liberté de voyager à votre façon

Un billet acheté auprès du bureau des réservations d'Air Canada coûte 25\$ additionnels par personne, jusqu'à un maximum de 100\$ par réservation (non remboursables, taxes en sus). Service aux personnes malentendantes (ATS): 1 800 361-8071. Réservation d'hôtel, location de voiture et autres services à destination offerts par des chefs de file de l'industrie du voyage, par l'intermédiaire de WWTHS. Les billets doivent être achetés au plus tard le 23 janvier 2009 (23 h 59 HNE). Les assurances, les redevances de navigation de NAV CANADA, les taxes et les autres frais et suppléments ne sont pas inclus. Les billets sont non remboursables. Les tarifs sont en vigueur au moment de la publication et applicables aux nouvelles réservations seulement. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Les tarifs peuvent différer selon les dates de départ et de retour. À moins d'être contraire, les vols peuvent être assurés par des appareils d'Air Canada, d'Air Canada Jazz, de United Airlines, membre du réseau Star Alliance, ou des transporteurs aériens United Express (By-West Airlines, Chautauque Airlines, Shuttle America, Trans States Airlines, Gojet Airlines ou Mesa Airlines). Destinations canadiennes: les tarifs sont basés sur un aller simple. Les voyages doivent prendre fin au plus tard le 30 avril 2009. L'achat cinq jours à l'avance est requis. Destinations américaines: les tarifs sont basés sur un aller simple. Les voyages doivent prendre fin au plus tard le 30 avril 2009. L'achat quatre jours à l'avance est requis. Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada.

OBAMA PRÉSIDENT



La population de Washington a plus que triplé hier pour l'assermentation de Barack Obama.

JESSICA RINALDI REUTERS

À Washington

Un moment inspirant et inspiré

Deux millions de personnes ont envahi la capitale

MARIE-CHRISTINE BONZOM

Washington — La capitale des États-Unis n'avait jamais vu autant de monde pour assister à l'investiture d'un président, ni autant de mesures de sécurité pour le protéger.

Environ deux millions de personnes venues des quatre coins des États-Unis et de l'étranger ont envahi hier cette ville de 600 000 habitants pour participer à l'investiture de Barack Obama, premier locataire à la peau noire de la Maison-Blanche, un édifice construit notamment par des esclaves.

La foule avait commencé à arriver dans la capitale bien avant l'aube. En autocar, en métro ou à pied, car le centre-ville était interdit aux voitures particulières. Les cérémonies d'investiture étaient entourées de mesures de sécurité sans précédent, étant donné la foule record attendue et les menaces de mort qui ont ponctué la vie de Barack Obama depuis le jour de février 2007 au cours duquel il s'était déclaré candidat à la Maison-Blanche.

Le périmètre de sécurité, constitué de barrières et de points de contrôle policier, s'étendait sur plusieurs kilomètres au sol et dans les airs puisque des hélicoptères patrouillaient l'espace aérien et surveillaient la foule. Des effectifs de sécurité de plus de 40 000 personnes étaient déployés, parmi lesquels 20 000 policiers, 10 000 gardes nationaux, 7500 soldats ainsi que des tireurs d'élite qui avaient pris position sur les toits des bâtiments situés le long du parcours du convoi de Barack Obama.

Une foule bigarrée, mais en grande partie composée de jeunes de toutes les races et de Noirs de tous âges, brandissait des drapeaux américains et des pancartes. On pouvait lire sur leurs visages leur joie devant l'accession au pouvoir de Barack Obama et leurs espoirs pour sa présidence.

«*Le pays, même avant l'administration Bush, avait besoin d'une nouvelle direction, plus constructive et fondée sur la réalité*»

«*Mission accomplie!*», lançait un t-shirt qu'ornait une photo de Barack et Michelle Obama. Un clin d'œil à la bannière malheureuse tendue sur le porteur-avion où George Bush proclama «*la fin des opérations de combats en Irak*» en 2003. «*Obama, sors-nous de l'Irak!*», disait une banderole qu'une jeune femme agitait avant l'apparition de Barack Obama sur le perron ouest du Capitole.

C'est depuis ce perron, devant la magnifique perspective du Mall, l'esplanade de Washington qui va du Capitole au monument à la mémoire de Lincoln en passant par la Maison-Blanche, et face à l'extraordinaire foule rassemblée malgré un froid glacial, que Barack Obama prêta serment, à midi comme prévu par la Constitution des États-Unis, avant de prononcer son discours d'investiture.

«*Ce fut un moment passionnant et inspirant que j'attendais depuis longtemps, plus que huit ans en fait, car le pays, même avant l'administration Bush, avait besoin d'une nouvelle direction, plus constructive et fondée sur la réalité*», indiqua au Devoir Catherine Stearns, une fonctionnaire blanche à laquelle une amie avait donné deux des tickets très convoités qui donnaient accès

aux 28 000 sièges installés aux abords du perron du Capitole. «*J'ai ressenti beaucoup de joie authentique dans la foule et le potentiel d'un pays plus uni*», ajouta Catherine Stearns.

La plupart des spectateurs ne purent pas approcher du lieu où Barack Obama se trouvait, mais ils regardèrent les cérémonies sur les 20 écrans géants plantés sur le Mall. Beaucoup d'autres furent refoulés par la police qui, dès huit heures du matin, avait jugé que l'esplanade avait atteint sa capacité maximale.

Ainsi refoulé, Earl Edwards, un employé noir venu de Virginie, se contenta de rester à l'angle de l'avenue de Pennsylvanie et de la 9^e Rue, sur le parcours du défilé présidentiel qui suivit l'investiture, et d'écouter le discours de Barack Obama sur un petit poste de radio acheté pour l'occasion.

«*Je suis très ému, c'est un moment très, très puissant*», confia au Devoir Earl Edwards, accompagné de sa femme, de sa fille et de sa belle-sœur. «*Né en 1956, j'ai vu, quand j'étais petit, les manifestations pour les droits civiques des Noirs en 1963 et après, et je n'aurais jamais cru que je pourrais assister un jour à l'avènement d'un président noir*», expliqua M. Edwards. «*Je regrette que ma mère, qui vit à New York, n'ait pas pu venir, car elle aurait été très fière*», ajouta-t-il.

La persévérance d'Earl Edwards fut récompensée. C'est en effet une fois arrivés à son niveau sur l'avenue que Barack Obama et son épouse ont sorti de leur limousine pour finir leur défilé à pied et saluer la foule. «*Ils sont sortis de la Cadillac juste devant nous, c'est vraiment fantastique!*», s'est exclamé M. Edwards.

Collaboration spéciale

Michelle Obama affiche son originalité

Du manteau en brocart or pâle de Michelle Obama à l'extraordinaire nœud orné de strass qui coiffait Aretha Franklin, les femmes qui entouraient le président américain Barack Obama hier ont fait preuve d'originalité dans leurs choix vestimentaires.

La première «*First Lady*» noire de l'histoire américaine avait jeté son dévolu sur une styliste américaine d'origine cubaine, Isabel Toledo, pour sa robe fourreau à l'encolure en lamé, l'écharpe et le manteau en brocart assortis. Portant des escarpins à petits talons gris-vert et sans chapeau, Mme Obama, qui vient de fêter ses 45 ans, était gantée de cuir vert, autre marque d'indépendance de goût.

«*Michelle Obama a opté pour le talent plutôt que pour le nom, nous sommes enthousiastes*», a indiqué dans une interview à l'AFP Patricia Mears, directrice adjointe du musée au prestigieux «*FIT*» (Fashion Institute of Technology) à New York. «*Elle a évité les couleurs traditionnelles, comme le bleu ou le rouge; avec cette teinte citronnelle, elle a montré son caractère et sa personnalité*», a-t-elle ajouté.

Née à Cuba, Isabel Toledo est arrivée aux États-Unis vers l'âge de huit ans, a étudié à l'école de mode Parson's. Elle est basée à New York, où elle a lancé son label il y a une vingtaine d'années, après avoir travaillé pour la maison de mode Anne Klein. Mme Obama a porté plusieurs fois des tenues de la créatrice durant la campagne électorale.

Selon le quotidien *Women's Wear Daily*, gé-

néralement très bien informé, Mme Obama avait également choisi un créateur d'origine cubaine, Narciso Rodriguez, pour l'ensemble noir et crème qu'elle portait dimanche au Lincoln Memorial.

Très soucieuse de sa garde-robe, Michelle Obama affiche souvent des préférences pour des créateurs d'avant-garde, comme Maria Pinto à Chicago ou le jeune New-Yorkais d'origine thaïlandaise Thakoon Panichgul.

Les filles du couple présidentiel, Malia, dix ans, et Sasha, sept ans, étaient en bleu pour la grande, qui s'était débarrassée des «*dreadlocks*» qu'elle porte habituellement et photographiait l'événement, et en rose et rouge pour la petite. Après le discours d'investiture, Barack Obama a embrassé ses deux filles, et Sasha a levé le pouce en signe d'approbation.

La mère de la première dame, Marian Robinson, qui a 71 ans et va emménager à la Maison-Blanche, avait pour sa part opté pour la simplicité, avec un bonnet de laine et une écharpe rouges tricotés à la main.

Mais le comble de l'originalité est revenu à la «*reine de la soul*», la chanteuse noire Aretha Franklin, 66 ans, qui a entonné une chanson patriotique devant la foule massée sur le Mall, la gigantesque esplanade au cœur de Washington, par des températures glaciales, vêtue d'un manteau gris et coiffée d'un calot de feutre surmonté d'un gigantesque nœud orné de strass.

Agence France-Presse

La journée de tous les superlatifs



PAUL CAUCHON

Les animateurs de CNN lançaient hier matin une hypothèse: la cérémonie d'assermentation de Barack Obama pourrait être l'émission de télévision la plus écoutée de l'histoire des États-Unis.

On pourra vérifier dans les prochains jours si cela est vrai. Pour mémoire, l'émission la plus écoutée de l'histoire de la télévision américaine demeure le dernier épisode de *M.A.S.H.* en 1983, avec 106 millions de téléspectateurs, suivi du Super Bowl de l'année dernière, avec 97,5 millions.

À ce jour, la cérémonie d'assermentation d'un président la plus regardée fut celle de Ronald Reagan, en 1981, avec 42 millions de téléspectateurs.

Les médias américains, eux, ont tout fait pour créer une frénésie, annonçant depuis plusieurs jours que l'Histoire allait se vivre en direct le 20 janvier. Un spécialiste des communications d'une université du Connecticut a même déclaré, emporté par son délire verbal, qu'il fallait imaginer comme phénomène télévisuel les Jeux olympiques, le Super Bowl et la Coupe du monde de soccer tout à la fois, avec le couronnement de la Reine Élisabeth II en prime.

C'était donc la journée de tous les superlatifs, avec une surutilisation de l'adjectif «*historique*». Tous les réseaux américains ont diffusé l'événement du matin au soir. RDI et LCN étaient en ondes dès le matin, Radio-Canada et TVA dès 11h, presque en continu tout l'après-midi en direct de Washington.

À travers ce déluge d'images, on retient des moments marquants, au plan télévisuel: l'arrivée d'Obama sur la tribune avant la cérémonie d'assermentation, les images de foules recueillies partout au pays, le chapeau invraisemblable d'Aretha Franklin (qui n'est plus que l'ombre d'elle-même au plan vocal), Dick Cheney en fauteuil roulant, les prises de vue à couper le souffle d'une foule de deux millions de personnes à Washington, les images de Barack et de Michelle Obama qui descendent de limousine pour marcher dans la rue (tout le monde retient son souffle en songeant à l'inavouable: et s'il se faisait tirer?), et puis leurs deux petites filles complètement craquantes, qui s'amusaient à prendre des photos de la foule...

Parmi les bizarreries de la journée, on a remarqué que TVA, qui a pourtant proposé d'excellentes analyses des discours d'Obama, comptait également sur Herby Moreau en studio pour commenter la cérémonie. Mais la palme de l'incongruité revient sûrement à TQS qui, au moment où Obama prononçait son discours, discutait de l'industrie de l'amiante chez André Arthur, censé animer la seule émission d'affaires publiques de TQS. Au secours, le CRIC!

NBC et CNN offraient leurs images au monde entier, et Radio-Canada s'alimentait à ces deux réseaux, surtout aux images de NBC parce qu'elles étaient offertes en format 16/9 (la télévision publique avait aussi ses propres caméras sur place).

Cette journée historique a également été marquée par une activité exceptionnelle sur Internet. Tous les grands médias, écrits ou électroniques, proposaient une couverture «*spéciale*» et même des diffusions en direct sur le Web. CNN et Facebook avaient d'ailleurs établi un partenariat pour offrir un site conjoint où les images de la journée, diffusées en direct, étaient commentées en temps réel par des milliers d'internautes.

Le site Internet du comité organisateur de la fête offrait une profusion de détails en tous genres, dont les recettes complètes du repas offert sur l'heure du midi aux dignitaires (le gâteau éponge pomme cannelle avec crème glacée avait l'air pas mal du tout).

Et la redoutable équipe de webmasters de la campagne électorale d'Obama prenait officiellement le contrôle hier du site Internet de la Maison-Blanche. Un responsable de l'équipe a déclaré à l'AFP que «*la Maison-Blanche va devenir un endroit passionnant. On va pousser le bouchon le plus loin possible*», en mettant en place une démocratie virtuelle participative nouveau genre entre l'administration et les citoyens. Toutes ces promesses à tenir... Ouf!

Le Devoir

Le sénateur Kennedy fait un malaise

Washington — Le sénateur démocrate Edward Kennedy a fait un malaise hier lors du déjeuner d'investiture en l'honneur du président Barack Obama et quelques mots de soutien ont été prononcés par le nouveau président. «*Une partie de moi est avec lui*», a dit M. Obama. «*Et je pense que c'est vrai pour chacun d'entre nous*», a-t-il ajouté. Le sénateur a été évacué en ambulance vers un hôpital.

Selon le sénateur Orrin Hatch, l'un de ses proches, qui se trouvait à ses côtés, le malaise «*était douloureux pour lui, mais il a pu se calmer progressivement en entrant dans l'ambulance*». «*Il m'a regardé en souriant, avec ce vieux sourire ironique qui me fait dire que je sais que les choses vont bien se passer*», a ajouté le sénateur.

Agence France-Presse



L'élégance de Michelle Obama hier a charmé la population.

RICK WILKING REUTERS

OBAMA PRÉSIDENT

Le Canada félicite Obama

Harper, Ignatieff et Duceppe soulignent l'arrivée au pouvoir du nouveau président

LIA LÉVESQUE

Le premier ministre du Canada Stephen Harper a offert ses vœux de succès au nouveau président américain Barack Obama, sacré officiellement président des États-Unis hier.

Dans un communiqué, le premier ministre du Canada évoque une journée historique. «*Nous envoyons en outre nos vœux les plus cordiaux à nos voisins américains qui célèbrent cette journée historique avec leurs amis du monde entier*», écrit M. Harper.

Le premier ministre canadien se dit «ravi» du fait que c'est au Canada que le président Obama a choisi de faire son premier voyage à l'étranger. «*Les États-Unis restent le plus important allié, le plus grand ami et le principal partenaire commercial du Canada. Je me réjouis donc à la perspective de collaborer avec le président Obama et son administration dans la poursuite de cette relation spéciale*», a poursuivi le premier ministre conservateur du Canada.

Libéraux et bloquistes

Le chef du Parti libéral du Canada, Michael Ignatieff, a aussi félicité le nouveau président américain, évoquant également un moment marquant de l'histoire. «*Sous son gouvernement, le Canada peut espérer un resserrement mutuellement bénéfique de ses liens avec les États-Unis*», écrit-il dans sa déclaration, transmise aux médias.

M. Ignatieff s'est dit «enthousiasmé à l'idée d'un dialogue et d'un échange d'idées constructifs, qui non seulement nous aideront à sortir de cette période difficile, mais prépareront nos deux pays aux défis qui les attendent, ici et partout dans le monde».

De son côté, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a salué cette ère de renouveau qui s'amorce. «*C'est une nouvelle ère avec des défis énormes et des espoirs immenses*», a-t-il dit. Pour le moment, le Bloc attend d'en connaître davantage sur les politiques du président Obama. «*M. Obama aura à préciser ses politiques dans les jours qui viennent. C'est resté de grandes orientations très peu précises durant toute la campagne. C'est ça la réalité: porteur d'un message d'espoir immense, mais quant aux politiques très précises, on n'en sait pas trop*».

M. Duceppe s'attend néanmoins à plusieurs changements de cap. «*Je pense qu'il y aura sûrement une rupture avec l'idéologie des "Chicago boys", au niveau de l'économie. C'était celle et c'est celle, toujours, de Stephen Harper aussi d'une plus grande intervention, de un. De deux, je pense qu'il y a une plus grande sensibilité à toute la question de l'environnement. De trois, une plus grande ouverture, je pense, en matière d'affaires étrangères, non pas le dogmatisme qui a animé M. Bush entre les bons et les méchants*», a opiné M. Duceppe.

En matière économique, M. Duceppe ne semble pas croire que le Canada ait à craindre une réouverture de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui a bénéficié à l'économie canadienne. «*Au niveau de l'économie, il faudra voir comment vont les discussions, parce que les démocrates sont plus protectionnistes, habituellement, que les républicains. M. Obama a rectifié le tir, en cours de campagne, en disant qu'il n'était pas question de rouvrir l'ALENA*», a rappelé M. Duceppe.

La Presse Canadienne

Petites phrases pour un grand jour

Voici quelques propos recueillis dans la foule venue en masse hier pour assister à la cérémonie d'investiture du 44^e président des États-Unis, Barack Obama, à Washington:

■ Renata King, 46 ans, de Houston (Texas): «*Ma mère n'aurait jamais imaginé vivre cela. Je suis ici pour tous les sols qu'elle a lavés et cirés, je suis ici pour elle, pour chaque fois qu'on l'a traitée de négresse.*»

■ Marion Jones, une Noire de 60 ans qui n'en croit pas ses yeux en regardant la cérémonie d'investiture retransmise sur écran géant à Chicago (Illinois), où elle vit: «*Je me sens bénie d'être là, d'être en vie pour voir cela. J'ai participé à des marches de protestation, je suis allée en prison, j'ai été arrosée par des lances à incendie et mordue par des chiens uniquement pour avoir le droit de voter.*»

■ Fred Phillips, un psychologue de 62 ans, de Washington: «*C'est une occasion historique, une pierre blanche dans l'histoire des relations raciales de ce pays. Les espoirs de mes ancêtres, leurs efforts et leurs prières ont été récompensés.*»

■ Don, 50 ans, un républicain venu de Phoenix (Arizona): «*On ressent un sentiment d'unité. C'est euphorisant.*»

■ Denzel Washington, acteur hollywoodien: «*Je suis heureux, j'ai froid, je fais la fête.*»

■ Jason Chang, de New York: «*Où est le réchauffement climatique quand on a besoin de lui?*» alors que les températures étaient de -6 degrés dans la capitale à l'aube (-13 degrés en tenant compte du vent) et sont restées sous le point de congélation tout au long de la journée.

■ Francis Coates, 67 ans, de Washington, interrogé sur la première chose que doit faire Obama: «*Fermer Guantánamo. C'est une honte pour le pays, cela va à l'encontre de tout ce que nous défendons.*»

Agence France-Presse

Le monde célèbre l'investiture d'Obama

Du Kenya à l'Afghanistan ou l'Europe, l'arrivée du nouveau président à la Maison-Blanche a été soulignée

Kogelo — Des festivités ont eu lieu hier à travers le monde pour l'investiture de Barack Obama, de Kogelo, le village kényan du père du nouveau président, à la base américaine de Camp Phoenix, en Afghanistan, en passant par Berlin ou Madrid.

A Kogelo, village natal du père défunt de Barack Obama, plus de 3000 personnes ont célébré l'événement en chantant et en dansant.

Les yeux rivés sur un des deux écrans géants, flanqués de banderoles qui proclamaient «*Félicitations, notre fils, notre espoir*», Josephine Awuor, 30 ans, a déclaré que l'élection de M. Obama à la tête de la première puissance mondiale avait changé sa vie.

De nombreux Kényans avaient afflué de toute la région du lac Victoria, dans l'ouest du Kenya, revêtus de leurs plus beaux habits. Des festivités se déroulaient depuis déjà quatre jours à Kogelo, rebaptisé «capitale locale du monde», et devaient s'achever tard dans la nuit.

Des touristes étrangers s'étaient joints aux festivités. «*C'est un jour très, très spécial pour moi*», déclarait Clyde Partin, 64 ans, un retraité de l'Ohio. «*J'assiste à l'Histoire, ici même à Kogelo. Dieu m'a béni d'être ici.*»

L'investiture, diffusée par les chaînes de télévision kényanes, a donné lieu à de multiples initiatives, notamment à Nairobi, où était programmée une comédie musicale sur la vie d'Obama. Quelque 2000 personnes, réunies devant un écran géant à l'université de Nairobi, ont crié leur joie lors de la prestation de serment. Les discothèques n'étaient pas en reste: certaines organisaient leur «nuit de l'investiture».

À Berlin, des milliers d'Allemands et d'Américains ont assisté à une fête organisée par Democrats Abroad, association des militants du Parti démocrate américain à l'étranger.

Dorothea Kieffel, une secrétaire de direction allemande âgée de 46 ans, a déclaré espérer qu'Obama ferait revivre les valeurs américaines

qu'elle admire. «*Sous Bush, toute la foi que nous avions en l'Amérique a été piétinée et trahie, mais ce soir je me sens de nouveau pleine d'espoir*», a-t-elle dit.

À Madrid, près de 650 personnes se sont rassemblées dans un grand hôtel pour suivre l'investiture, et des dizaines d'autres qui ne pouvaient pénétrer dans la salle ont écouté son discours à l'entrée.

Chaque fois que Barack Obama apparaissait, les participants applaudissaient à tout rompre. Lorsqu'il est officiellement devenu président, la foule s'est mise à hurler, à applaudir et à agiter des drapeaux américains. Les plus jeunes s'embrassaient ou levaient le poing en l'air en signe de victoire.

«*Je suis venu assister à ce moment historique*», a déclaré Sebastian Ingram, un Africain-Américain de 44 ans originaire de l'Alabama et résidant en Espagne depuis deux ans.

Des rassemblements ont aussi eu lieu dans plusieurs villes de France. Quelque 200 personnes se sont réunies à la mairie d'Argenteuil, dans la banlieue de Paris, pour assister à la retransmission sur écran géant de l'investiture, saluée par une salve d'applaudissements et des cris de joie. Certains ont même fondu en larmes. Un «Obama Day» avec débats, pop corn, hot dogs et écrans géants a eu lieu à Schiltheim, en Alsace, où 200 personnes ont fêté l'événement.

À Camp Phoenix, base militaire des environs de Kaboul, les soldats américains ont salué par des acclamations et des applaudissements l'investiture de leur nouveau commandant en chef.

«*C'est un moment de fierté pour nous*», a déclaré le général Steven Huber, commandant de la base. «*Voilà un homme noir devenant commandant en chef... Certains pensaient que cela n'arriverait jamais*», a dit le sergent Mike Byrd, lui-même afro-américain. «*Maintenant, c'est arrivé et cela*

«*Voir un homme noir devenir commandant en chef... Certains pensaient que cela n'arriverait jamais*»

Américains et étrangers placent en Obama espoir et fortes attentes

Les défis à relever sont nombreux et énormes et le président aura fort à faire pour combler les espoirs

Washington — Mettre un terme à la crise économique, rétablir l'autorité du pays dans le monde: des Américains, mais aussi des étrangers, formulaient hier aux États-Unis de fortes attentes envers Barack Obama, sans se faire d'illusions sur l'immensité de la tâche.

À Washington, David Cole explique espérer du premier président noir des États-Unis qu'il unisse la nation, répare le système économique, développe les technologies vertes et assure la sécurité du pays. Mais il reconnaît qu'un tel changement «*ne va pas s'effectuer du jour au lendemain*». «*C'est une occasion formidable, mais il se retrouve face à une tâche énorme*», poursuit M. Cole. «*Nous devons le laisser souffler un peu. Il ne peut pas marcher sur les eaux. Ça va prendre du temps.*»

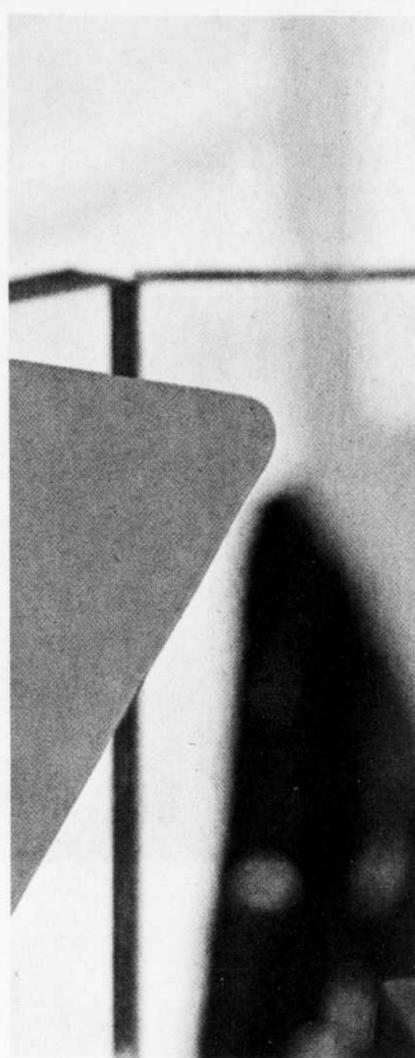
À New York, Roy Byrd compare la journée d'hier à une «*fête d'anniversaire des États-Unis*». Comme un millier de personnes, ce sexagénaire a bravé le froid glacial pour assister à la retransmission de la cérémonie d'investiture sur un écran géant placé sur le campus de l'université de Columbia.

«*Regardez dans la foule [à Washington]: tous ces visages différents. Ce n'est pas seulement magnifique, cela illustre la notion de rassembler des personnes [d'origines] diverses. Avec Obama, c'est quelque chose auquel nous pouvons croire*», dit-il.

«*Pour lui, le plus dur va être de transformer cette euphorie en action*», prévient M. Byrd.

«*Ce que je veux qu'il répare, c'est le système éducatif*», lance Nefertete Davis, une étudiante en droit de 23 ans venue spécialement de Floride à Washington pour l'occasion, accompagnée de sa mère Ophelia. Cette dernière, 62 ans, veut quant à elle que le nouveau président réforme le système de santé.

Egalement arrivé de Floride, Joe Marques brandit avec des amis une bannière «*Cubains pour Obama*». Le nouveau locataire de la Mai-



«*apporte beaucoup de joie, le début de l'espoir*». Des retransmissions étaient aussi organisées dans d'autres bases américaines en Afghanistan.

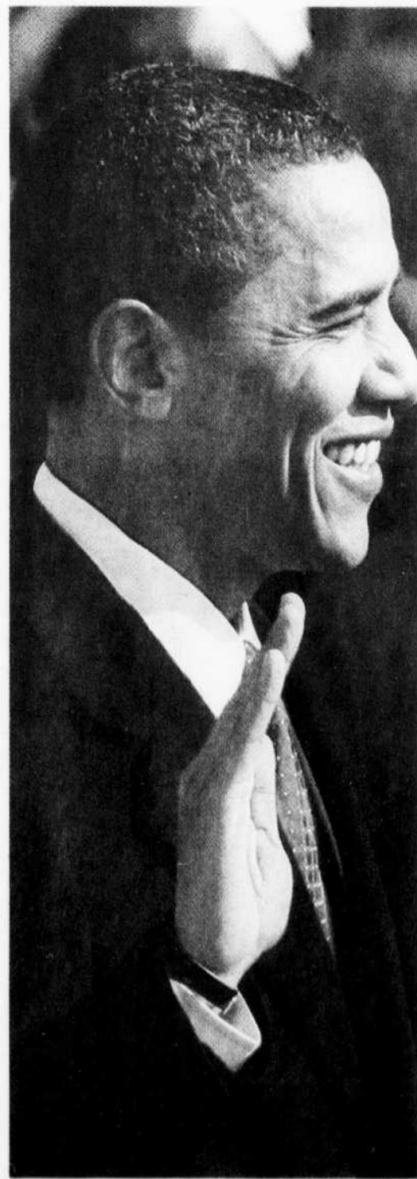
En Irak également, l'émotion était grande parmi les militaires américains. À Camp Liberty, une base proche de Bagdad, ils étaient des centaines, massés dans le réfectoire, à regarder la cérémonie.

Shawn et Carla Bruce se tenaient la main et des larmes coulaient sur les joues de ce couple africain-américain, tous deux sergents en Irak. «*J'ai consacré toute ma vie à mon pays que j'adore, et là, je suis tellement heureux de voir un Africain-Américain devenir président des États-Unis*», a déclaré Shawn Bruce.

Toujours en Irak, des descendants d'esclaves africains, les «révoltés noirs» du port de Bassorah, dans le sud, ont distribué gâteaux et bonbons pour fêter l'investiture de Barack Obama.

«*Des larmes de bonheur coulent des yeux des Noirs d'Irak*», a déclaré Jalal Diab, 43 ans, descendant des esclaves originaires de l'Afrique de l'est qui se révoltèrent au 9^e siècle contre le pouvoir des Abbassides.

Agence France-Presse



Barack Obama prêtant serment hier.

JASON REED REUTERS

son-Blanche, dit-il, «*va changer l'état des choses avec Cuba*», sous embargo américain depuis près d'un demi-siècle à la suite de la révolution castriste.

«*C'est ce que nous voulons, nous voulons du changement à Cuba, de la démocratie à Cuba, Obama peut vraiment faire la différence avec Cuba, pas comme Bush*», assure ce jeune homme de 25 ans.

Des étrangers présents au milieu des millions d'Américains fêtant leur nouveau président faisaient écho à la liesse et à l'espoir suscités par M. Obama.

«*Nous espérons de meilleures choses pour Obama et le monde, de meilleures relations. Il peut être un vrai dirigeant*», avance Jacqueline Stoff, une étudiante française de 21 ans, en expliquant avoir retardé son retour dans son pays pour assister à l'investiture.

«*Demain, je rentrerai chez moi heureuse et pleine d'espoir*», poursuit-elle.

Mêmes espérances chez Juan Guerrero, un Équatorien lui aussi présent à Washington, et qui veut croire que M. Obama va réussir à faire cesser la crise économique mondiale, tout en promouvant les relations avec la communauté internationale.

«*Je lui demanderais de réparer l'économie, mais de ne pas oublier les affaires étrangères*», insiste-t-il. «*Je pense que si vous vous entendez bien avec vos voisins, l'économie se rétablira.*»

Pedro Gutierrez, un avocat mexicain de 33 ans, lui aussi parmi la foule du Mall, l'immense esplanade du centre de Washington, dit s'être senti obligé de participer à un «*jour historique*».

Mais interrogé sur ce qu'il attend d'Obama, il répond prudemment: «*beaucoup, peut-être trop*».

Agence France-Presse

OBAMA PRÉSIDENT



CHIP SOMODEVILLA AFP

Du lyrisme au réalisme



LUC LAVOIE

Barack Obama est devenu homme public d'envergure nationale lors de la convention démocrate de 2004 à Boston. Il avait été invité à prononcer le discours principal de la soirée et il avait électrisé les milliers de délégués présents et les millions d'Américains assis devant leurs écrans de télévision. Tous ceux qui avaient écouté ce discours s'en souviennent et ils ont pratiquement tous eu le réflexe de dire: cet homme ira très loin. C'était la première fois que l'Amérique était exposée à cet orateur de génie. «Il n'y a pas d'Etat rouge et d'Etat bleu», dit-il, faisant référence aux couleurs traditionnelles des deux grands partis politiques, il n'y a que les Etats-Unis d'Amérique.» Un discours remarquable, et surtout un discours que les Américains avaient envie d'entendre et que le candidat démocrate de 2004, John Kerry, n'avait ni le talent ni l'instinct de leur livrer.

Quelques mois plus tard, Barack Obama était élu sénateur de l'Illinois, l'Etat où il s'est établi après ses brillantes études dans deux des plus grandes universités du monde, Columbia à New York et Harvard à Boston. Barack Obama est un intellectuel, un homme fondamentalement intéressé par le monde des idées et un homme pour qui les mots sont d'une importance capitale. Il les manie d'ailleurs avec un talent exceptionnel. Il suffit de lire son premier livre, *Les Rêves de mon père*, écrit alors qu'il n'avait que 34 ans et qu'il n'avait jamais été engagé en politique, pour s'en convaincre. Ce génie du verbe lui a permis de gagner l'investiture du Parti démocrate contre la formidable machine politique de la talentueuse Hillary Clinton, appuyée de son très populaire époux Bill Clinton.

Ce génie du verbe, son amour et sa connaissance des mots lui ont aussi permis de devenir, contre toute attente, le premier président noir des Etats-Unis. Le soir de sa victoire, le 4 novembre dernier, il a ému le monde entier en prononçant un discours qui passera sans doute à l'histoire. Ce discours, comme ses autres grandes performances, faisait appel avant tout à l'émotion, à tel point qu'après un temps, nombreux étaient les commentateurs qui se demandaient s'il était capable d'offrir autre chose que du rêve.

Pour son discours d'investiture, le plus attendu de sa carrière et sans doute l'un des discours politiques les plus écoutés de l'histoire, il a choisi d'étonner. Si on s'attendait à des envolées lyriques, à des phrases poétiques et à des appels aux sentiments, il a choisi de nous surprendre en livrant un discours sobre, un discours réaliste, un appel à la raison plutôt qu'aux émotions. «Aujourd'hui, je vous dis que les défis auxquels nous sommes confrontés sont réels. Ils sont sérieux et ils sont nombreux. Ils ne seront pas facilement réglés et il faudra du temps pour y parvenir. Mais sachez que nous les réglerons.»

Hier à Washington, Barack Obama a signalé que la fête était finie et qu'il était temps de se mettre au travail. Néanmoins, ce discours, bien que moins enlevé que les autres, constituait quand même un chef-d'œuvre du genre. «La question n'est pas de savoir si le gouvernement est trop gros ou trop petit; la question est de savoir si le gouvernement fonctionne, s'il peut aider les citoyens à se trouver des emplois, à se faire soigner et à prendre leurs retraites dans la dignité.» Il a aussi pris soin de rappeler aux Américains que la solution aux défis actuels n'est pas uniquement entre les mains du gouvernement, mais entre les mains de chacun d'entre eux. Il a lancé un appel à la responsabilité de chacun. «Aujourd'hui, nous devons nous prendre en main, nous dépoussiérer et nous mettre à la tâche de refaire l'Amérique.»

Au reste du monde, il a clairement indiqué que la méthode Bush-Cheney est chose du passé. «Nous considérons qu'il est fallacieux de prétendre que nous devons choisir entre notre sécurité et nos idéaux. [...] A tous ces peuples et ces gouvernants qui nous regardent aujourd'hui, des plus grandes capitales aux plus petits villages, comme celui où mon père est né, je dis: sachez que les Etats-Unis sont les amis de toutes les nations, de tous les hommes, femmes et enfants qui aspirent à la paix et à la dignité.» Il s'est directement adressé aux musulmans en leur disant: «[...] nous vous tendrons la main, si vous êtes prêts à desserrer les poings.»

Dans le décor de Washington, cette capitale grandiose aux allures impériales, il a rappelé aux Américains que cette grande république doit sa réussite aux idéaux qui ont présidé à sa fondation et qu'il faut y revenir pour se sortir du marasme actuel. Il a rappelé à ses compatriotes qu'au cœur du rêve américain, on trouve l'individu, le citoyen, celui qui travaille, qui ose, qui ne recule pas devant les efforts.

Barack Obama n'a pas ému comme il aimait le faire pendant sa campagne électorale. Il a plutôt adopté le ton d'un homme qui sait que le vrai travail commence et que la tâche sera lourde. Il a livré le message rassembleur et résolu qui s'imposait. Il n'a certainement pas déçu. Il a confirmé qu'il est bien plus qu'un bon orateur; il a aussi l'étoffe d'un homme d'Etat.

L'instant monument, même à Montréal

Partout au Québec des assemblées publiques célèbrent l'investiture

STÉPHANE BAILLARGEON

La salle a suivi quand le révérend conservateur Rick Warren a entamé un Notre Père sur l'écran géant, scandant les mots de la prière avec la même conviction: «Thy Kingdom come...» Quand le président élu s'est approché du pupitre pour prononcer son serment d'allégeance, la petite assemblée de Montréal a imité les millions de personnes levées à Washington. Et quand Barack Obama a évoqué «ce que des hommes et des femmes libres peuvent accomplir lorsque l'imagination rejoint le bien commun, la nécessité, le courage», tous ont applaudi chaudement, et les plus fébriles ont poussé des cris d'allégresse.

Quelques dizaines de Montréalais ont ainsi répondu à l'appel de la Ligue des Noirs du Québec pour vivre en commun l'événement historique. «Barack Obama devient l'homme le plus puissant du monde, nous espérons qu'il pourra changer le monde et nous tenions à nous réunir en groupe pour souligner ce moment», a résumé Dan Philip, président de la Ligue. Au plus fort de la cérémonie, au moment du discours inaugural tant attendu, un peu après midi, les derniers arrivés au local du boulevard Décarie ne pouvaient plus pénétrer dans le local bondé décoré sobrement aux couleurs américaines.

«C'est le jour le plus magnifique de ma vie», a commenté à la fin de la cérémonie Jacques Lafortune, un homme de 45 ans d'origine haïtienne particulièrement heureux du modèle Obama. «Les Noirs du monde entier comprennent où peuvent mener la volonté, les efforts, les études et la force de caractère. C'est un symbole fondamental pour tous les jeunes et pour les jeunes Noirs en particulier.»

Le directeur de la maison Youth in Motion de la Petite Bourgoigne a aussi salué le super héros offert au monde. «C'est un grand homme doté d'un charisme exceptionnel, un intellectuel qui a été un travailleur communautaire, un orateur hors pair qui sait parler au peuple, a dit Michael Farkas. C'est l'homme qu'il faut pendant ces temps difficiles. Nous sortons d'une période sombre et nous avons vécu beaucoup de déceptions.»

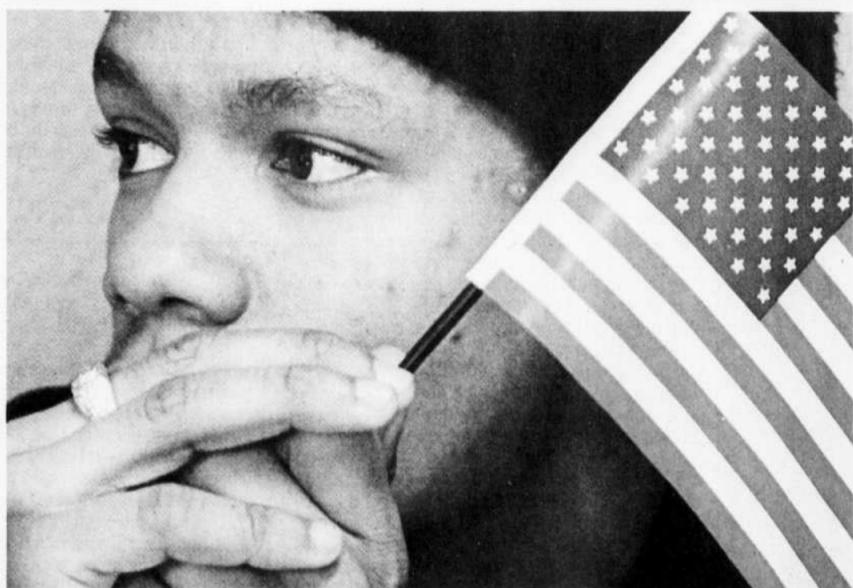
Le directeur Farkas a ajouté que cette accession jusqu'au prestigieux poste s'avère encore plus importante pour la communauté noire du Québec que celle de la Gouverneure générale, Michaëlle Jean, à la tête du Canada. «Mme Jean occupe une fonction symbolique. Avec Barack Obama, on passe à un autre niveau. Moi, je vois quelque chose de divin là-dedans.»

Sous sa longue crinière rasta, M. Farkas arborait fièrement un t-shirt à l'effigie de Barack Obama et de Martin Luther King. La salle était décorée d'affiches montrant le même visage souriant du nouveau président et celui, plus grave, de D' King assassiné dans les années 1960, comme Malcolm X, également représenté sur les murs. Catherine Desjeunes, née à Montréal d'un père français et d'une mère québécoise, a connu cette lointaine période de lutte contre la ségrégation raciale et d'autres formes de discrimination en Californie, où sa famille s'était installée. Pour elle, l'investiture du premier président noir des Etats-Unis marque l'aboutissement du mouvement des droits civiques aux Etats-Unis.

«Je suis venu avec une amie pour célébrer ce jour historique, a dit la dame, réinstallée à Montréal. Barack Obama nous montre que tout est possible. Il est l'incarnation d'un rêve devenu réalité.»

Des fêtes semblables étaient organisées partout dans le monde. Plus de 3000 Kenyans et touristes étrangers ont célébré ensemble à Kogelo, le modeste village natal du père défunt de Barack Obama. La foule dansait et chantait en scandant: «Félicitations, notre fils, notre espoir.»

Les universités du Québec avaient organisé leurs propres réunions festives pour suivre sur grand écran



PHOTOS JACQUES NADEAU LE DEVOIR

À plusieurs endroits, les Montréalais ont pu célébrer l'arrivée d'Obama à la Maison-Blanche.

la cérémonie d'investiture du 44^e président américain. L'UdeM proposait un débat entre étudiants et chercheurs à son Centre d'études et de recherche internationale. À l'Université Laval, plusieurs centaines d'étudiants ont répondu à l'appel de l'Institut québécois des hautes études internationales. Une cinquantaine de

jeunes du collège François-Xavier-Garneau ont même fait le voyage pour assister aux célébrations sur place à Washington. Une autre fête était au programme hier soir, dans Montréal-Nord.

ACTUALITÉS

Droits humains

Québec accusé de mener une consultation bidon

ALEXANDRE SHIELDS

Plus d'une dizaine d'organismes qui participaient hier à la consultation organisée par le ministère des Relations internationales du Québec en prévision de l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme de l'ONU sont partis en claquant la porte. Ils affirment que l'exercice était tout simplement «inutile», notamment parce qu'il est survenu trop tard pour être pris en compte.

«Les représentants gouvernementaux tenaient la consultation seulement pour entendre les groupes, et non pour répondre de leurs obligations en matière de droits de la personne, a par la suite expliqué la présidente de la Ligue des droits et libertés, Nicole Fillion. Une vraie consultation devrait impliquer un dialogue où les représentants gouvernementaux sont mandatés pour rendre des comptes quant à l'application des droits de la personne.»

Ladite consultation était organisée dans le cadre du nouvel Examen périodique universel auquel sont soumis les 192 pays membres des Nations unies. Le Canada, lui, comparaitra devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU le 3 février prochain pour y répondre de ses réalisations en matière de droits de la personne.

Le Québec a donc fourni à Ottawa «des éléments» qui ont été intégrés dans le rapport fédéral. Le document canadien devait toutefois être envoyé au plus tard à la fin de novembre. Le gouvernement québécois a bien envoyé certaines informations, a-t-on dit hier au ministère des Relations internationales, mais la tenue de deux élections au cours de l'automne a rendu toute consultation des organismes sociaux impossible. On dit d'ailleurs vouloir améliorer les façons de faire à l'avenir.

Les groupes qui ont claqué la porte hier, parmi lesquels on trouve Amnesty internationale Canada, la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec, le Réseau Solidarité Itin-

rance du Québec et le Front commun des personnes assistées sociales du Québec, rejettent cette justification. Mme Fillion a d'ailleurs rappelé que le Canada savait depuis septembre 2007 qu'il allait être soumis à un examen en février de cette année. À Québec, on a toutefois dit être au courant seulement depuis août 2008.

À Ottawa, on a bien tenu des rencontres, mais il n'a pas été possible d'obtenir de précisions à ce sujet hier. Chose certaine, les organisations estiment qu'elles ne répondaient nullement à ce que souhaitait le Conseil des droits de l'homme, à savoir que les États devaient «procéder à des consultations de grande envergure au niveau national avec toutes les parties prenantes» pour rassembler les renseignements compris dans leur rapport. Elles souhaitent donc la mise en place d'un «mécanisme réel de consultation permettant d'améliorer l'application des droits de la personne au pays».

Les groupes exigent en outre que le Canada et le Québec «s'engagent clairement à agir en fonction des différentes recommandations formulées depuis plusieurs années par les différents comités de surveillance de l'ONU». Le Canada, a par exemple rappelé Nicole Fillion, n'a pas signé la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Et dans un rapport datant d'octobre 2005, le Comité des droits de l'homme de l'ONU le blâmait pour son inaction en matière de discrimination envers les femmes autochtones et les détenues, mais aussi pour les répercussions négatives sur les femmes des compressions à l'aide sociale et aux programmes sociaux.

Il reste aussi au Québec à «assurer que les droits économiques et sociaux soient intégrés dans la Charte québécoise, mais en leur accordant la primauté sur les autres lois québécoises», a souligné Mme Fillion.

Le Devoir

EN BREF

Beurre d'arachide contaminé

Après les fromages et les charcuteries, c'est désormais au tour du beurre d'arachide biologique de se retrouver dans la mire de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA). Hier, l'organisme fédéral a mis en garde la population contre la présence possible de la bactérie *Salmonella*, à l'origine de toxi-infections alimentaires, dans plusieurs aliments à base d'arachides, produits aux États-Unis et distribués au Canada. Le beurre d'arachide bio de marque Nature's Path (avec date de péremption: 01OCT09), les biscuits bio aux brisures de chocolat (date: 2009SE07) et la barre tendre Builder's (date: 2009JU20/2009AU20) de marque Clif Bar sont entre autres touchés par ce rappel volontaire d'aliments dont les détails ont été diffusés hier sur le

site de l'agence (www.inspection.gc.ca). — Le Devoir

Ottawa enquête sur la crise de la *Listeria*

Le premier ministre, Stephen Harper, a annoncé hier la nomination de Sheila Weatherill, une spécialiste en santé publique de l'Alberta, à titre d'enquêtrice indépendante chargée d'examiner les causes de l'écllosion de la bactérie *Listeria monocytogenes*, survenue l'été dernier, dans des viandes d'une usine de la compagnie Aliments Maple Leaf. Sans plus de détails sur cette enquête, le bureau du premier ministre a insisté toutefois sur la compétence de Mme Weatherill pour faire l'autopsie de cette crise sanitaire importante qui a causé la mort d'une vingtaine de personnes au pays, en plus d'engendrer des pertes de 40 millions de dollars au géant canadien de l'alimentation transformée. — Le Devoir

Troublantes coïncidences

07-10-02: le FBI interroge Khadr;
08-10-02: Arar est expulsé en Syrie

COLIN PERKEL

Guantanamo Bay, Cuba — Omar Khadr a identifié le Canadien Maher Arar à partir d'une photographie la veille du jour où les États-Unis l'ont expulsé en Syrie, où il a été torturé, selon un agent du FBI qui témoignait mardi — une succession d'événements qualifiée, avec dérision, d'«étonnante coïncidence» par l'avocat d'Omar Khadr.

Dans une déclaration qui contrastait avec le témoignage qu'il a livré la veille, l'agent Robert Fuller a dit à l'audience préliminaire d'Omar Khadr, accusé de crimes de guerre à Guantanamo Bay, que le jeune Canadien n'a pas pu identifier immédiatement Maher Arar lorsqu'on lui a présenté une photographie de l'ingénieur en logiciels d'Ottawa, mais qu'il a dit que son vi-

sage lui paraissait familier.

Contre-interrogé, l'agent Fuller a ajouté qu'il avait donné à Omar Khadr quelques minutes pour réfléchir à la photo et sur l'endroit où il aurait pu apercevoir l'homme sur la photo. Après quelques instants, Omar Khadr a identifié Maher Arar.

L'agent Fuller a questionné le jeune Khadr, qui venait d'avoir 16 ans, à cinq reprises en octobre à la prison américaine de Bagdad, en Afghanistan, où l'adolescent blessé a été emmené à la suite de combats, en juillet 2002.

L'unique objectif de l'entrevue du 7 octobre — le premier des cinq interrogatoires — était de vérifier si Omar Khadr pouvait en fait identifier Maher Arar.

Omar Khadr, qui est né à Toronto, a déclaré à ceux qui l'interrogeaient qu'il n'avait jamais vu M. Arar au Canada, mais

qu'il l'avait aperçu à plusieurs reprises dans un repaire d'Al-Qaïda à Kaboul, et peut-être aussi dans un camp d'entraînement à l'extérieur de la capitale afghane. Le refuge était dirigé par un militant connu d'Al-Qaïda, Abu Musab al-Siri, un Syrien considéré comme un important stratège d'Al-Qaïda.

M. Fuller a soutenu qu'il ignorait, à ce moment, que Maher Arar avait été détenu à New York deux semaines plus tôt, et qu'il ne savait pas non plus que les États-Unis avaient remis M. Arar à la Syrie le 8 octobre, plutôt que de le renvoyer au Canada, comme l'aurait exigé la procédure normale.

L'agent du FBI a assuré qu'il ne savait pas si les informations qu'il avait recueillies auprès de Khadr avaient joué un rôle dans l'extradition de

Maher Arar en Syrie.

Sur un ton sarcastique, le lieutenant-commandant Bill Kuebler, qui défend Omar Khadr devant la commission militaire américaine, a qualifié d'«étonnante coïncidence» l'extradition de M. Arar en Syrie 24 heures après l'interrogatoire.

M. Arar a toujours nié s'être rendu en Afghanistan. Une commission d'enquête a finalement conclu qu'il n'avait aucun lien avec des terroristes, et le gouvernement fédéral lui a versé une indemnité de 10,5 millions \$.

Kerry Pither, ancienne porte-parole de M. Arar, a déclaré hier que les tactiques du FBI étaient «immorales» et «franchement désespérées», et que le témoignage du FBI visait à «induire en erreur» Maher Arar et à lui nuire.

La Presse canadienne

Les droits et obligations des conjoints de fait après une séparation

Une bataille de riches au profit des plus pauvres

L'avocate de madame inscrit la cause de sa cliente dans un débat social plus large

BRIAN MYLES

La popularité grandissante des unions libres au Québec fait en sorte que de plus en plus de conjoints se retrouvent pratiquement à la rue après une rupture, une situation décriée hier par Anne-France Goldwater, l'avocate d'une dame qui réclame plus de 50 millions de son ex-conjoint.

«Ce n'est pas de cette dame qu'il est question, mais de la masse des conjoints de fait qui se trouvent dans une situation tout à fait particulière, sans protection», a fait valoir M^e Goldwater hier à la juge de la Cour supérieure Carole Hallée. En effet, les tiers des couples vivent en union de fait au Québec, et près des deux tiers des enfants naissent en dehors des liens du mariage. En région, la proportion des enfants nés d'une union libre grimpe même à 85 %, selon les expertises commandées par M^e Goldwater dans cette cause.

«On est en train d'accorder de moins en moins de protection à de plus en plus de femmes qui sont mères de plus en plus d'enfants au fil des années», a déploré M^e Goldwater lors d'un bref point de presse. «C'est devenu tellement commun pour le commun des mortels de s'unir sans passer par la formalité du mariage que ça devient un non-sens de dire qu'une personne est rebelle en exerçant le choix de ne pas se marier», a-t-elle ajouté en cour. Selon M^e Goldwater, l'adage juridique du XVII^e siècle du juriste français Antoine Loysel, selon lequel «boire, manger et coucher ensemble, c'est le mariage il me semble», devrait prévaloir dans le Québec d'aujourd'hui.

Le témoignage de la requérante, une mère de trois enfants séparée depuis 2002, s'est terminé hier matin, et le litige entre pleinement dans la phase des arguments constitutionnels. En vertu du Code civil, les conjoints de fait ne peuvent réclamer une aide alimentaire ou un partage du patrimoine familial lors d'une séparation. Pour les conjoints dument mariés, c'est tout à fait l'inverse. Si la requérante ob-

tient gain de cause, les conjoints de fait qui ont vécu ensemble plus de trois ans (sans enfant) ou plus d'un an (avec un enfant né de leur union) seraient traités sur un pied d'égalité avec les conjoints mariés lors de la séparation.

La femme dont il est question reçoit une pension de 35 000 \$ nets par mois pour l'éducation des enfants. Son ex-conjoint lui a fourni une résidence de 2,4 millions de dollars avec du personnel (cuisinier, chauffeur, deux nourrices et un tuteur pour les enfants), mais il ne lui a pas donné un sou de sa fortune lors de leur séparation, après sept ans de vie commune dans un indicible luxe.

La dame a indiqué en contre-interrogatoire que le montant de 50 millions réclamé à son ex-conjoint ne constitue qu'une partie bien modeste de sa fortune. Quant à l'aide alimentaire mensuelle de 56 000 \$ nets qu'elle exige pour elle-même (en sus de la pension), il s'agirait d'une somme équivalente à ses dépenses mensuelles lorsqu'elle était en couple. La dame a éprouvé du mal à justifier le montant. Elle a par ailleurs confirmé qu'elle avait aussi demandé un hélicoptère à son ex-conjoint.

Selon M^e Goldwater, il ne faut pas perdre de vue que les retombées de la cause pourraient bénéficier à toutes les mères de famille monoparentale qui peinent à joindre les deux bouts après la dissolution d'une union de fait. Celles-ci n'auraient pas les moyens de mener une telle bataille, qui coûte plus d'un million (les frais juridiques de madame sont assumés par son ami, l'homme d'affaires Hebert Black). «On a huit avocats contre nous. Quelle femme va être capable de financer un tel débat? Une cause comme celle-là au Québec arrive une fois dans la vie, parce que c'est une chance de dire au gouvernement du Québec que c'est un scandale [de ne pas accorder de droits aux conjoints de fait]», lance M^e Goldwater.

Le Devoir

Les cégeps ont relevé le défi de la réforme

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Les cégeps doivent se rapprocher davantage des milieux de travail et des universités, selon la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial, qui rendait public hier son rapport. En conférence de presse, la présidente de la commission, Nicole Lafleur, a conclu que les cégeps ont, dans l'ensemble, relevé le défi de la réforme.

Ainsi, les cégeps devront mieux ajuster leurs programmes de formation pour s'assurer que les étudiants sont mieux préparés à poursuivre leurs études et à répondre aux besoins de leur futur employeur, selon la commission, qui a dressé une évaluation des programmes mis en place avec la réforme du niveau collégial. Cette réforme met l'accent sur l'apprentissage de compétences, et non de connaissances comme auparavant.

Réagissant à cette annonce, les syndicats des différents professionnels œuvrant au collégial (la Centrale des syndicats du Québec, la Fédération du personnel professionnel des collèges, la Fédération des enseignantes et enseignants du cégep et la Fédération du personnel de soutien de l'enseignement supérieur) ont exprimé leur scepticisme devant ces conclusions. Ils jugent que ce sont plutôt les milieux de travail qui s'intéressent trop peu aux cégeps.

«C'est peut-être plus aux milieux de travail de changer leur attitude, de même qu'aux universités qui montrent un intérêt insuffisant à l'égard des collèges», ont dit les présidents de ces syndicats par voie de communiqué. Ils attribuent également la réussite de la réforme au collégial à l'engagement du personnel dans un «contexte difficile de manque de ressources et de coupes budgétaires qu'il faudra

corriger si on ne veut pas mettre en péril la nouvelle approche pédagogique».

Les auteurs du rapport demeurent cependant très vagues sur le type d'améliorations à apporter aux programmes existants. Le processus d'évaluation des nouveaux programmes a été mené auprès d'une soixantaine de cégeps, publics et privés, au cours des quatre dernières années.

Le Devoir
Avec La Presse canadienne

EN BREF

Rendez l'argent!

Québec — Henri-Paul Rousseau doit rembourser la généreuse indemnité qu'il a touchée après avoir démissionné de son poste de président de la Caisse de dépôt et placement du Québec, a fait valoir hier le député Amir Khadir. Le seul représentant de Québec solidaire à l'Assemblée nationale s'insurge contre la prime de «fin d'emploi» de 378 650 \$ empochée par M. Rousseau lorsqu'il a quitté la Caisse, l'été dernier, pour accepter de nouvelles fonctions chez Power Corporation. M. Khadir juge non seulement le montant versé démesuré, mais aussi tout à fait injustifié compte tenu de l'héritage laissé par M. Rousseau après six ans à la tête de la Caisse de dépôt. «Il a très mal agi. Quelles que soient ses compétences, il s'est laissé embobiner par le mirage des papiers commerciaux», a dénoncé, en entrevue à La Presse canadienne, le député de Mercier au sujet des 13 milliards de dollars de PCAA détenus par la Caisse de dépôt. — La Presse canadienne

Duceppe croit que la coalition est encore solide

KATHLEEN LÉVESQUE

À moins d'une semaine de la reprise des travaux à la Chambre des communes, la coalition politique entre libéraux et néodémocrates, appuyée par le Bloc québécois, est toujours aussi solide, estime le chef bloquiste, Gilles Duceppe. Du coup, M. Duceppe croit que le discours de son homologue libéral, Michael Ignatieff, n'a pas flechi.

C'est ce qu'a déclaré hier le chef du Bloc québécois en marge du caucus de son parti qui se déroule à Montréal, en vue de la rentrée parlementaire. «L'état des choses est le même qu'il était quand on s'est laissés», a-t-il lancé.

Quant aux déclarations du leader libéral en début de semaine qui pouvaient laisser croire que le PLC pourrait appuyer le budget que le ministre Jim Flaherty déposera mardi prochain, Gilles Duceppe croit, au contraire, que Michael Ignatieff maintient le cap.

«Je pense qu'il a dit qu'il regarderait le budget à la lumière des propositions de la coalition. Moi aussi. Qu'il le commenterait une fois qu'il l'aura vu. Ça me semble logique. [...] Parlons de faits. Moi, je ne suis pas sur les sensations», a affirmé M. Duceppe.

Selon ce dernier, M. Ignatieff n'a pas baissé les attentes par rapport au budget des conservateurs, d'autant qu'il continue de brandir les demandes de la coalition en matière de soutien de l'économie. Un plan d'aide au secteur manufacturier, le rétablissement des programmes de soutien à la culture, la bonification du régime d'assurance-emploi, l'aide aux travailleurs âgés, l'application de l'accord de Kyoto demeurent des éléments qui dirigent les décisions des trois partis d'opposition. Pour ce qui est de la baisse d'impôt proposée par Stephen Harper, M. Duceppe n'en voit pas l'utilité, sinon de favoriser les bien nantis et les grandes entreprises comme les pétrolières.

Gilles Duceppe prévoit avoir des discussions avec ses vis-à-vis libéral et néodémocrate dans les prochains jours. Dans l'immédiat, les députés du Bloc, réunis jusqu'à aujourd'hui en caucus pré-sessionnel, doivent discuter de stratégie. «On regardera les différents scénarios possibles [...] Il faut préparer toutes les éventualités», a souligné M. Duceppe.

Selon lui, tous les scénarios sont envisagés, de l'adoption du budget Flaherty à son rejet qui pourrait entraîner le déclenchement d'élections générales ou l'installation de la coalition gouvernementale. S'il devait y avoir un nouveau scrutin, le Bloc se dit prêt à se lancer dans la bataille.

Le Devoir

Nous avons fait le grand saut!



Une nouvelle firme de propriété intellectuelle est née!

BENOÎT & CÔTÉ

Fondée par C. Marc Benoit et France Côté

1001, boulevard Maisonneuve O., Bureau 210, Montréal, Qc H3A 3C8
(4) 658-4844 - www.benoit-cote.com

ACTUALITÉS

Le défi afghan

Il y aura un an demain, le groupe de travail sur l'Afghanistan, présidé par l'ancien ministre libéral John Manley, remettrait son rapport au gouvernement Harper. Il recommandait la poursuite de la mission militaire dans la province de Kandahar jusqu'à une date indéterminée, à la condition cependant que les alliés du Canada offrent des renforts. Ce rapport a ouvert la voie à une résolution de compromis, inspirée par les libéraux, et à un vote l'hiver dernier en faveur de la prolongation de la mission jusqu'à la fin de 2011. N'eût été cette décision et celle des Américains d'envoyer des soldats appuyer les Canadiens, la mission aurait pris fin le mois prochain.

L'échéance de décembre 2011 est-elle pour autant définitive? L'arrivée de Barack Obama à la Maison-Blanche laisse planer un doute à cet égard. Comme il l'a encore indiqué hier dans son discours d'investiture, il veut quitter l'Irak «de façon responsable pour forger une paix durable gagnée en Afghanistan».

Le nouveau président l'a maintes fois répété. Une fois hors d'Irak, il veut concentrer les troupes américaines en Afghanistan, car ce front représente à ses yeux le cœur de la lutte contre le terrorisme. Il souhaite cependant que cela s'accompagne d'un renforcement de l'OTAN, qui dirige la mission afghane, et d'une contribution accrue de ses membres aux «opérations de sécurité collective».

Certains craignent que cela se traduise par des pressions nouvelles sur le Canada pour qu'il prolonge au-delà de décembre 2011 une mission qui a déjà coûté la vie à un diplomate et à 107 militaires. Derek Burney, un des auteurs du rapport Manley, ne partage pas cette inquiétude. Lundi, à Ottawa, il notait que les États-Unis reconnaissent que le Canada a déjà fait plus que sa part. De plus, le Canada pourrait en faire davantage sans remettre en question le retrait de ses troupes. Pour user de l'influence gagnée au cours des dernières années, il devra cependant faire preuve d'imagination.

Après que le rapport Manley eut critiqué le manque de transparence du gouvernement Harper, ce dernier a levé un peu plus le voile sur les efforts humanitaires actuels du Canada. Il s'est cependant montré beaucoup moins loquace sur un possible plan de retrait. Aucun débat n'a encore eu lieu à ce sujet. Le même brouillard entoure ses intentions diplomatiques.

L'arrivée d'Obama pourrait donc forcer Ottawa à clarifier ses intentions à moyen terme à l'égard de l'Afghanistan. S'il tient à respecter l'échéance de 2011, il devra dire comment il entend procéder à son retrait. Et s'il veut continuer à être un joueur dans ce pays, il devra indiquer ce qu'il compte faire sur les plans humanitaire, politique et diplomatique.

En d'autres mots, comment il prévoit soutenir les Américains et les Afghans autrement que par les armes.

La décision de Barack Obama de nommer un envoyé spécial auprès de l'Afghanistan et des pays voisins, en particulier le Pakistan, offre une occasion, croit Derek Burney. Tout comme l'inquiétude de Washington devant la fragilité du gouvernement Karzaï. Le Canada peut offrir son aide, dit l'ancien ambassadeur, pour soutenir l'initiative diplomatique américaine et renforcer le gouvernement afghan.

Lors de sa comparution devant le comité sénatorial chargé de confirmer sa nomination au poste de secrétaire d'État, Hillary Clinton a fait mention du Canada. Le président Obama a confirmé qu'il ferait son premier voyage officiel à Ottawa. En un mot, le Canada a évité de faire la queue pour se faire entendre. Le premier ministre Harper se réjouissait encore hier «à la perspective de collaborer avec le président Obama et son administration dans la poursuite de cette relation spéciale» entre le Canada et les États-Unis.

Mais si M. Harper veut avoir l'oreille des États-Unis lorsqu'il évoquera ses préoccupations en matière d'environnement, d'énergie, de relations commerciales ou encore en ce qui a trait à la congestion à la frontière, il devra manifester une ouverture équivalente à l'endroit d'Obama et de ses priorités. L'une d'elles est l'Afghanistan. Et si le premier ministre ne veut pas se faire souffler la réponse, il devra avoir la sienne.

Une première rencontre entre chefs de gouvernement sert à jeter les bases d'une relation constructive. Ce n'est pas l'occasion de sortir sa liste de vieux différends ou d'exiger des réponses rapides. Mais la question de l'Afghanistan reviendra vite sur le tapis puisque le sommet annuel de l'OTAN est prévu pour avril. Si le Canada ne veut pas être simplement figurant d'un spectacle pour lequel il a déjà lourdement payé, il doit faire preuve d'esprit d'initiative et avancer des idées qui se font toujours attendre.

mcornellier@ledevoir.com

Le défi du Canada: vendre le pétrole de l'Alberta à Obama, dit Prentice

Le ministre de l'Environnement tient des propos incompatibles avec son rôle, disent des environmentalistes

MICHAEL OLIVEIRA

Toronto — Le jour même où le nouveau président américain Barack Obama parlait de harnacher la puissance solaire et éolienne pour alimenter en énergie les véhicules et les industries, le Canada annonçait qu'il cherchera à conclure un accord bilatéral avec la nouvelle administration à Washington afin de coordonner les plans environnementaux des deux pays et fournir aux États-Unis le pétrole dont le pays a besoin.

Il faut démontrer aux Américains que la solution à leurs préoccupations énergétiques se trouve au Canada, dans les sables bitumineux de l'Alberta, a soutenu hier le ministre fédéral de l'Environnement, Jim Prentice, qui est aussi responsable des oléoducs.

Un tel accord bilatéral pourrait prévoir de nouvelles règles, comme un mécanisme commun d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre (GES), des normes plus sévères et des objectifs de développement de sources d'énergie propre, a dit le ministre.

S'exprimant à l'occasion d'une réunion du Conseil canadien des chefs d'entreprise, M. Prentice a ajouté que le Canada, même s'il joue déjà un rôle important, est en mesure de jouer un rôle accru dans l'approvisionnement de l'Amérique du Nord en énergie. Le ministre a assuré son auditoire que l'accord potentiel ne nuirait pas aux entreprises pétrolières canadiennes.



NICKY LOH REUTERS

Des observateurs se demandent comment le député de Calgary peut représenter équitablement les intérêts de l'environnement et des oléoducs, simultanément.

«Ce que nous avons vu du présent gouvernement nous laisse croire que la promotion d'énergie polluante est l'un de ses principaux objectifs en politique étrangère», a commenté Stephen Hazell,

directeur du Sierra Club Canada. M. Prentice est «l'exact opposé d'un ministre de l'Environnement», a-t-il ajouté.

L'organisme de défense de l'environnement est l'un des sept groupes qui ont envoyé une lettre à Barack Obama, il y a une semaine, pour lui demander de rester fidèle à sa campagne contre le pétrole «sale» et d'accueillir avec scepticisme les prétentions des promoteurs des sources albertaines d'énergie.



Jim Prentice

Lundi, l'ambassadeur du Canada aux États-Unis, Michael Wilson, avait déclaré qu'un des plus grands défis d'Ottawa serait de convaincre la nouvelle administration à Washington que le Canada est capable de produire du pétrole issu de procédés moins polluants.

Hier, le ministre Prentice a défendu les sables bitumineux de l'Alberta en indiquant que les Américains, comme les Canadiens, constateront que cette source d'énergie sera importante dans l'avenir.

La Presse canadienne

Le président américain a eu vent de l'industrie éolienne québécoise

ISABELLE PORTER

Québec — Le président du manufacturier québécois d'éoliennes AAER, Dave Gagnon, a pu passer une demi-heure vendredi en compagnie du président Obama, lors d'une rencontre sur les énergies renouvelables en Ohio.

Basée à Bromont, en Estrie, AAER se spécialise dans la fabrication de turbines éoliennes. Fondée en 2000, cette entreprise cotée à la Bourse de croissance TSX compte une centaine d'employés. «J'ai vécu une expérience formidable. J'étais le seul Canadien autour de la table. C'était gratifiant», a déclaré M. Gagnon au Devoir deux jours après la rencontre.

La rencontre s'est déroulée vendredi dans le cadre d'une visite de l'usine Cardinal Fastener de Bedford Heights, une compa-

gnie manufacturière perçue par l'équipe Obama comme emblématique du développement de l'industrie verte aux États-Unis. Dans le passé, cette entreprise fournissait des pièces pour des compagnies comme John Deere et Caterpillar. Mais, confrontée au ralentissement, Cardinal Fastener s'est réorientée avec succès vers la fourniture de pièces pour les manufacturiers de turbines éoliennes. Elle vend notamment des boulons à la québécoise AAER.

«Obama veut montrer qu'il est possible pour une entreprise traditionnelle de se reconstruire dans des secteurs renouvelables. [...] John Grabner, le président de Cardinal, a parlé de nous à son équipe. Cela leur a beaucoup plu parce que nous sommes la seule organisation en Amérique du Nord à fabriquer ces nacelles ici. Les autres entreprises les font venir d'Europe.»

M. Gagnon et la poignée de p.d.g. d'entreprises éoliennes invitées ont passé une demi-heure avec le président élu Obama avant son allocution sur le American Recovery and Reinvestment Plan, un plan de 54 milliards de dollars visant à doubler la production d'énergies alternatives et à créer un demi-million d'emplois dans ce secteur.

«Les échanges ont été cordiaux. M. Obama nous a expliqué pourquoi les énergies renouvelables étaient si importantes, selon lui, pour relancer l'économie américaine. Pour nous, c'est une excellente nouvelle. Nous avons un positionnement très intéressant avec deux filiales aux États-Unis et des clients comme l'armée américaine.»

Lorsque Le Devoir lui a demandé si le président Obama correspondait à l'image qu'il s'en faisait auparavant, il a ré-

pondu par l'affirmative. «Il est comme je l'imaginai. C'est un homme avec beaucoup d'énergie et une vision. J'ai senti qu'il avait des idées arrêtées et très claires sur ce qu'il voulait faire. Il veut en faire une industrie forte en Amérique du Nord et pour nous, c'est très positif.»

Paradoxalement, M. Gagnon n'a jamais eu l'occasion d'avoir de tels échanges avec nos dirigeants politiques. «Je n'ai jamais rencontré M. Harper; sinon j'ai rencontré M. Charest en mars 2003, lors d'une rencontre Québec-Bavière puisque notre compagnie avait annoncé des transferts technologiques avec l'Allemagne. Mais disons que je n'ai jamais pu m'entretenir avec M. Charest comme je l'ai fait avec M. Obama. C'est quand même assez ironique!»

Le Devoir

EN BREF

Ottawa — La toute première gouverneure générale noire du Canada, Michaëlle Jean, a salué à sa façon à Rideau Hall l'arrivée du premier président afro-américain à la Maison-Blanche. C'est en compagnie d'une centaine de jeunes, invités dans sa résidence officielle pour l'occasion, que Mme Jean a choisi de regarder la cérémonie d'investiture de Barack Obama, un événement qu'elle a décrit comme «une vague d'espoir qui [...] atteint en plein cœur». Elle a accueilli les étudiants par un discours insistant sur la «signification symbolique» de ce changement de garde à Washington et sur le désir d'assister à la naissance d'un monde plus juste. «C'est une nouvelle page de l'histoire des civilisations qui s'écrit sous nos yeux et qui répond aux vœux de tant de jeunes, de femmes et d'hommes, de tous les horizons et de toutes les allégeances, de voir notre monde devenir plus juste et plus humain», a lancé Mme Jean. «Nous nous réjouissons de l'accueillir bientôt au Canada, dans le cadre de son premier voyage officiel», a-t-elle conclu. — La Presse canadienne

17 au 21 avril 2009

VOIR AUTREMENT

La Louisiane

HISTOIRE - MUSIQUES - SAVEURS

AUTRES FORFAITS DISPONIBLES DONT NEW-YORK ET CHICAGO
WWW.SNTOURISMECULTUREL.COM
1 888 569-4040

SN
Tourisme culturel

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

Solde Annuel



GEORGES LAOUN OPTICIEN



d'escompte sur toutes nos montures* à l'achat de verres.

Mois blanc

2 au 31 janvier 2009

Examens de la vue tous les jours du 2 janvier au 8 février.

Boutique Saint-Denis ouverte les dimanches durant le solde

*Aldias et Alain Mail excepté.

514-844-1919
4012 Saint-Denis,
coin Duluth

ACUVUE
MARQUE DE LENTILLES CONTACTES

514-985-0015
1368 Sherbrooke ouest,
Dans l'édifice du Musée
des beaux-arts

ACTUALITÉS

Nouveau centre permanent pour donneurs de sang à Laval

PAULINE GRAVEL

Héma-Québec a inauguré hier un nouveau centre permanent de donneurs de sang à Laval, où les volontaires pourront se pointer sept jours sur sept et bénéficier de nouvelles technologies permettant le prélèvement direct de certains composants, comme le plasma et les plaquettes.

Une cérémonie officielle a souligné l'ouverture de cette nouvelle clinique de sang désignée sous l'étiquette de GLOBULE, au Centre Laval. Le nouveau centre offrira plus de flexibilité aux donneurs de la couronne nord de Montréal, qui pourront donner leur sang tous les jours de la semaine. Les heures d'ouverture sont aussi allongées et concordent avec celles des commerces du com-

plexe commercial. Des dons sur rendez-vous y sont également possibles.

L'autre avantage que n'offrent pas les collectes mobiles est la possibilité d'y effectuer des dons particuliers, lors desquels on prélève uniquement un composant sanguin grâce à la technique de l'aphérèse, a souligné en entrevue le vice-président à l'exploitation d'Héma-Québec, Yvan Charbonneau. L'aphérèse permet de prélever le sang du donneur, de le centrifuger afin d'en isoler les plaquettes, par exemple, avant de restituer le plasma et les globules rouges au donneur. La même procédure permet également d'extraire spécifiquement le plasma, qui est formé principalement d'eau et de protéines, telles que l'albumine qui sert à retenir l'eau dans les

vaisseaux sanguins, les immunoglobulines qui sont des anticorps jouant un rôle dans les défenses immunitaires, ainsi que les facteurs de coagulation.

Les centres hospitaliers ont souvent des besoins spécifiques en ces deux composants sanguins, a fait remarquer M. Charbonneau, qui est responsable des opérations chez Héma-Québec. On transfuse du plasma chez des patients qui en ont perdu beaucoup à la suite de brûlures graves ou d'hémorragies massives. Les plaquettes, ces cellules indispensables à la coagulation sanguine et à la cicatrisation des plaies, sont souvent nécessaires dans le traitement de blessures graves, d'hémorragies, de leucémie et d'autres formes de cancer, ainsi que d'aplasie, une maladie qui affecte la fabrica-

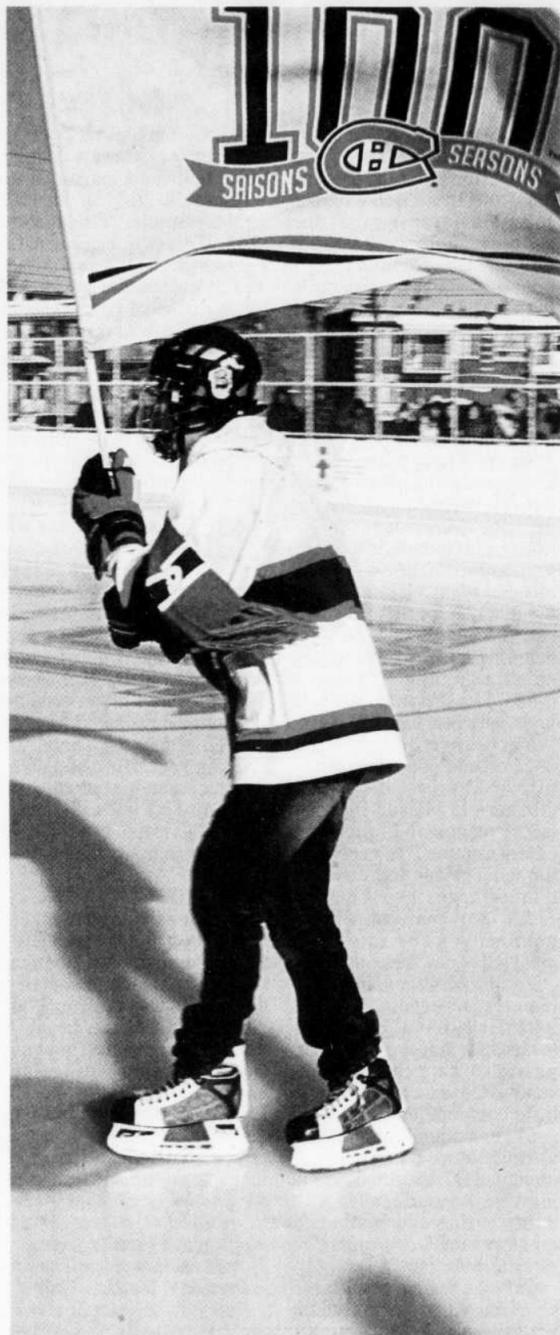
tion des différentes cellules qui composent le sang.

«Un prélèvement de plaquettes par aphérèse permet de recueillir une quantité de plaquettes équivalente à celle que l'on peut tirer de cinq dons de sang. Il est donc plus sécuritaire pour le receveur, qui sera ainsi exposé au risque de contamination d'un seul donneur et non de cinq», a précisé Yvan Charbonneau tout en rappelant que tous les prélèvements sanguins faits par Héma-Québec sont minutieusement analysés et de ce fait, très sécuritaires.

Le nouveau centre GLOBULE devient ainsi le troisième en son genre au Québec, après ceux situés au centre commercial Place Versailles à Montréal et au centre commercial Laurier à Québec.

Le Devoir

PREMIER TOUR DE GLACE



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«DICKIE MOORE et Patrice Brisebois ont grandi tout près d'ici», racontait hier le président de la Fondation des Canadiens pour l'enfance Pierre Boivin alors qu'il inaugurait la première patinoire communautaire extérieure, au cœur du quartier Saint-Michel. Munie d'une surface réfrigérée, la patinoire aux normes de la Ligue nationale de hockey devait initialement accueillir les premières parties de hockey en décembre. Pour répondre aux besoins criants en infrastructures sportives des jeunes du quartier, la surface pourra devenir un terrain de basketball ou de soccer pendant la saison chaude. La fondation souhaite construire quatre autres patinoires du genre dans les quartiers défavorisés de Montréal, au rythme d'une par an.

Le Devoir

EN BREF

Prière de ne pas prier

La Commission des droits de la personne juge inacceptable qu'une citoyenne ait été huée lundi soir lors d'une assemblée du conseil municipal de Trois-Rivières. Louise Hubert, qui avait déposé une plainte à la Commission sur la récitation de la prière au conseil municipal, s'est fait injurier par des membres de l'assistance lorsqu'elle a pris la parole pour critiquer l'attitude du maire, Yves Lévesque, dans cette affaire. Quelques minutes plus tôt, le maire Lévesque avait fait lire la prière par un citoyen, estimant que cette solution lui permettait de respecter la recommandation récente de la Commission d'abandonner la prière. Dénonçant cette stratégie, le vice-président de la Commission, Marc-André Dowd, a suggéré plutôt que la Ville remplace la prière par un moment de recueillement, comme l'a fait la Ville de Laval lorsqu'un jugement du Tribunal des droits de la personne a été rendu contre elle en 2006. La controverse entourant la prière lors d'assemblées publiques se transportera à Saguenay la semaine prochaine puisque le Tribunal entendra la plainte déposée par un citoyen contre le maire, Jean Tremblay.

- Le Devoir

Suggestion de l'AQLPA pour rendre plus attrayantes les voitures moins énergivores

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

L'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) estime que l'Agence de l'efficacité énergétique du Québec (AEEQ) devrait mettre en place dès avril prochain un programme de redevance-remise pour inciter l'ensemble des acheteurs de véhicules neufs à choisir les moins énergivores.

De plus, l'AQLPA, dont le mémoire était débattu hier aux audiences de la Régie de l'énergie sur le plan d'ensemble en efficacité énergétique du Québec, estime que l'agence gouvernementale devrait mettre en place un programme volontaire d'entretien «écoénergétique» des véhicules, sans attendre le programme d'inspection obligatoire dont Québec n'arrive pas à accoucher après neuf ans de tergiversations et d'engagements sans lendemain.

Le groupe environnemental estime par ailleurs que le programme proposé par l'agence pour inciter l'achat de véhicules moins énergivores est trop timide. Il offre une subvention de 500 à 1000 \$ aux acheteurs d'un véhicule qui consommera trois litres de moins que leur ancien, à condition que le nouveau véhicule ne consomme pas plus de 7 litres aux 100 km. Pour l'AQLPA, ce programme est malheureusement inaccessible aux propriétaires de nouveaux véhicules, constitue une subvention à l'industrie parce qu'il n'est pas financé par les utilisateurs et qu'il est basé sur des chiffres obsolètes, car la moyenne des véhicules neufs vendus au Québec en 2008 se situait déjà à 8,8 litres aux 100 km. C'est 0,44 litre de moins qu'en 2006.

Le programme redevances-remises proposé —

l'équivalent du programme «malus-bonus» de la France — récompenserait les bons acheteurs grâce aux redevances payées par les acheteurs de gros véhicules en fonction de leur consommation. L'AQLPA est d'accord pour que l'agence offre une aide particulière offerte aux acheteurs de véhicules dont le rendement énergétique serait au-dessus de la moyenne ainsi qu'aux parcs privés de véhicules à très haut rendement énergétique, comme des parcs de taxis hybrides, par exemple.

L'AQLPA propose enfin à l'agence de se concerter avec la SAAQ afin que les droits d'immatriculation obéissent à la même logique qu'un éventuel programme de redevances-remises. Le groupe propose aussi une application stricte des limites de vitesse (100 et 110 km/h), le retrait accéléré des vieux véhicules lourds, la formation des conducteurs de flottes à la conduite écoénergétique et la mise en place de programmes d'intermodalité et de mesures de réduction de la consommation dans les secteurs ferroviaires, maritimes et aériens.

Pour l'AQLPA, l'AEEQ doit devancer son échéancier de mise en application des normes Novoclimat dès avril prochain et l'appliquer à tous les bâtiments. Elle devrait aussi mettre en place des programmes pour améliorer l'efficacité énergétique de tous les bâtiments de deux logements et plus dès avril prochain. L'AQLPA demande enfin d'universaliser la règle des coûts évités en matière d'efficacité énergétique afin d'en faire une filière concurrentielle selon la règle du marché.

Le Devoir

Université d'Ottawa



La personne d'abord

Comment promouvoir les droits de la personne dans un monde globalisé? Selon Lucie Lamarche, cette question est au cœur de la mission du Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne de l'Université d'Ottawa. Titulaire de la Chaire Gordon F. Henderson, la professeure Lamarche se distingue par une approche de recherche novatrice et interdisciplinaire qui met l'accent sur les droits économiques, sociaux et culturels de la personne. L'objectif: améliorer les conditions de vie des plus pauvres et des plus marginalisés d'entre nous.

L'excellence en recherche, ça part d'ici.

Les fruits de la recherche de l'Université d'Ottawa profitent à l'ensemble des Canadiens et soulignent notre force d'innovation à l'échelle internationale. Notre réputation comme chef de file en recherche et en développement de connaissances interdisciplinaires fait de nous un choix de premier ordre auprès des chercheurs les plus prometteurs du Canada et du monde entier.

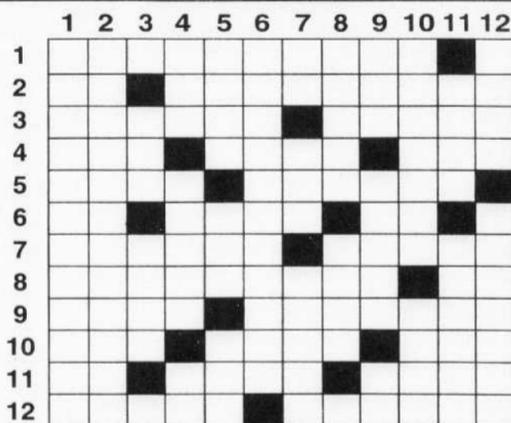
www.uOttawa.ca L'Université d'Ottawa sera l'hôte du congrès de l'Acfas 2009 du 11 au 15 mai.



uOttawa

L'Université canadienne
Canada's university

MOTS CROISÉS



0946

HORIZONTALEMENT

- Oiseau.
- Quelqu'un - Bancales.
- Orner de raies - Jaquette.
- Elle vole - Possessif - Rivière de Suisse.
- Chef spirituel - Prêt consenti par une banque.
- Symbole chimique - Pilastre cornier - Après la nuit.
- Vénéree - Singe.
- Abondamment - Ultraviolet.
- Naturel - Espèce d'arbre.
- Finit en septembre - Variété de prune - Plante à bulbe.
- Île de l'Atlantique - Capable de - Auxiliaire.
- Action d'expérimenter - Dominer.

VERTICALEMENT

- Accueillante.
- Troublante.
- Roue - Embelli.

- Sur le kimono d'une geisha - Espace blanc - Alcooliques Anonymes.
- Grande fête - De naissance - Du maïs.
- Sans détour.
- Indique une addition - Vieux ruminant - Verbe de droit.
- Partie du visage - Partie d'un panier.
- Dévorée - Fruit sucré - Argent.
- Quitte la ruche, en parlant des abeilles - Le bonsai l'est.
- Pays - Conscient.
- Avoir le front de - Divulguer.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	H	O	M	O	L	O	G	U	E	A	L	
2	A	V	I	D	I	T	E	R	A	M	E	
3	S	U	R	E	I	R	O	I	S	E		
4	A	L	I	E	T	A	N	G	R	A		
5	R	E	F	E	R	E	N	C	E	S		
6	D	I	L	S	C	E	R	I	S	E		
7	E	N	Q	U	E	T	E	O	M	E		
8	R	O	U	E	O	A	N	I	M	E		
9	T	E	S	T	E	F	I	L	S			
10	T	E	S	T	E	E	T	A	I	N		
11	O	U	A	R	G	U	E	R	C	A		
12	C	R	A	S	S	E	R	A	L	E		

SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO

LE MONDE

L'armée rwandaise entre en RDC

Kinshasa — Des soldats rwandais sont entrés hier en République démocratique du Congo pour traquer avec l'armée congolaise les rebelles hutus rwandais réfugiés dans l'est de la RDC depuis le génocide au Rwanda de 1994 et qui représentent depuis une menace majeure pour la région.

De 800 à 1500 soldats de l'infanterie rwandaise sont arrivés à Kibumba, localité proche du Rwanda située à 35 km au nord de Goma, capitale provinciale du Nord Kivu, selon des sources militaires occidentales.

«Les troupes rwandaises sont entrées en action contre les FDLR [Forces démocratiques de libération du Rwanda] [...]. C'est la première étape d'une opération militaire conjointe entre le Rwanda et la RDC», a confirmé à Kigali la ministre rwandaise des Affaires étrangères, Rosemary Museminali.

La ministre a cependant refusé de révéler le nombre de soldats rwandais engagés en RDC et la durée de l'opération.

Kigali et Kinshasa avaient annoncé le 5 décembre leur intention de combattre ensemble les FDLR, réfugiés dans l'est de la RDC depuis le génocide au Rwanda et dont certains membres avaient participé aux massacres.

Agence France-Presse

Avocat russe assassiné

Un meurtre idéologique

Moscou — Le parquet russe a indiqué hier que l'avocat spécialiste des droits de la personne Stanislav Markelov, tué la veille à Moscou, avait sans doute été abattu en raison de son travail, tandis que des anonymes lui rendaient hommage en Russie ainsi qu'à la journaliste tombée à ses côtés.

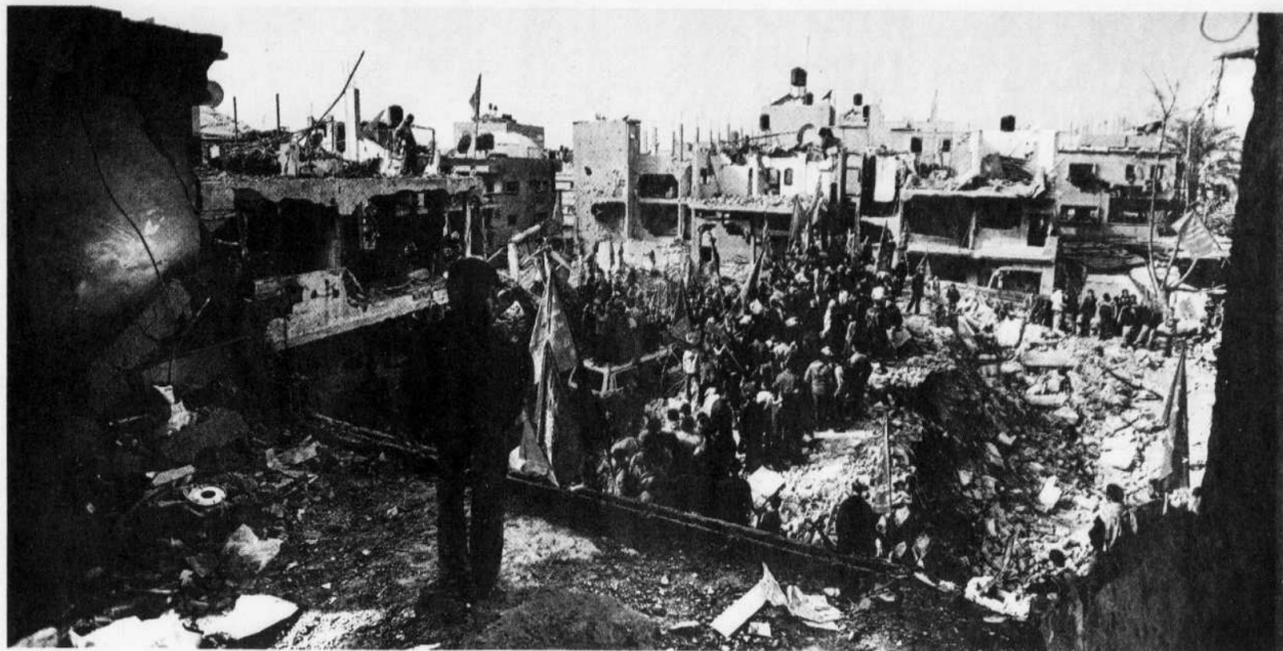
«L'enquête suppose que le meurtre a été commis par un assassin professionnel ou un criminel isolé qui n'était pas d'accord avec les points de vue exprimés publiquement par Markelov dans le cadre de son activité en matière de défense des droits» de la personne, a indiqué le Comité d'enquête du parquet dans un communiqué.

L'avocat a été abattu lundi soir, ainsi qu'une jeune journaliste, Anastassia Babourova, qui l'accompagnait. Le parquet estime cependant que le tueur avait «pour cible principale» M^r Markelov.

Le double meurtre a eu lieu en plein jour et dans une rue animée alors que Markelov venait de dénoncer à une conférence de presse la libération anticipée de l'ex-colonel russe Iouri Boudanov, condamné à 10 ans de prison en 2003 pour avoir étranglé trois ans plus tôt Elza Koungaeva, une Tchétchène de 18 ans.

Il défendait les intérêts de la famille de la victime et avait déposé une plainte pour que l'ancien officier, devenu un symbole des mouvements ultranationalistes russes, purge jusqu'au bout sa peine de 10 ans de prison.

Agence France-Presse



Des Palestiniens ont pris part à un rassemblement sur le site de la maison détruite d'un important leader du Hamas, Nizar Rayan, tué lors d'une attaque israélienne.

Ban Ki-moon distribue les blâmes

Israël a employé une «force excessive», mais les tirs de roquettes du Hamas sont «totalement inacceptables»

JACQUES CLÉMENT

Gaza — Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a demandé hier des comptes à Israël lors d'une visite à Gaza, où il a inspecté un complexe onusien bombardé, avec d'autres locaux des Nations unies, par l'armée israélienne lors de son offensive qui a dévasté le territoire palestinien.

«Il doit y avoir une enquête approfondie, une explication complète pour s'assurer que cela ne se reproduira plus jamais. [Les responsables] devront rendre des comptes devant des instances judiciaires», a déclaré le secrétaire général des Nations unies.

M. Ban a qualifié ces bombardements d'«attaques scandaleuses et totalement inacceptables».

Cette visite est la première à Gaza d'un responsable international de ce rang depuis le coup de force du Hamas en juin 2007 contre le Fatah du président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas.

«Je ne peux décrire ce que je ressens après avoir vu ce site du bombardement du complexe des Nations unies», a-t-il encore ajouté devant les ruines encore fumantes d'un des entrepôts touchés le 15 janvier par un bombardement, qui avait fait trois blessés.

Ces entrepôts de l'agence d'aide aux réfugiés palestiniens (UNRWA), renfermant des dizaines de tonnes d'aide humanitaire, avaient ensuite pris feu.

Outre le complexe de l'UNRWA, plusieurs écoles gérées par l'ONU ont été touchées par des bombardements israéliens, dont le plus meurtrier a fait plus de 40 morts le 6 janvier à Jabaliya (nord).

Le secrétaire général a accusé Israël d'avoir employé une «force excessive» durant son offensive de 22 jours, tout en condamnant les tirs de roquettes palestiniennes contre le sud d'Israël, les qualifiant de «totalement inacceptables».

«Je condamne ces roquettes qui ont été tirées sur vos maisons et villes pendant toutes ces années depuis Gaza», a-t-il déclaré à Sderot, dans la foulée de sa visite à Gaza. Cette ville du sud d'Israël a été la principale cible des roquettes tirées par les groupes armés palestiniens.

«J'attends que les lois humanitaires internationales protégeant les civils soient restaurées et respectées [...] pas violées de manière répétée comme le Hamas l'a fait. J'attends que des comptes soient rendus», a-t-il ajouté.

«Si ces dernières semaines de conflit ne sont pas suivies d'une rapide action politique [...] cela va renforcer le désespoir et la radicalisation parmi les Palestiniens, et le désespoir renforce toujours le Hamas», a encore estimé le chef de l'ONU.

Huit organisations israéliennes de défense des droits de la personne ont par ailleurs réclamé au procureur général de l'Etat l'ouverture d'une enquête sur la conduite de l'armée durant la guerre de Gaza.

L'offensive de l'armée israélienne, qui a pris fin dimanche, a fait en trois semaines au moins 1315 morts palestiniens et plus de 5300 blessés, selon les services d'urgence de Gaza.

Côté israélien, 10 militaires et trois civils sont morts.

Sur le terrain, l'armée israélienne poursuivait son retrait graduel du territoire palestinien au troisième jour d'un cessez-le-feu qu'Israël et le Hamas ont proclamé chacun de son côté.

Une porte-parole de l'armée a en outre affirmé

que le calme avait régné pour une deuxième nuit consécutive et qu'aucun incident n'avait été signalé depuis le cessez-le-feu.

Un civil palestinien a toutefois été tué en début d'après-midi par des tirs de l'armée israélienne dans le nord du territoire, selon des sources médicales palestiniennes. L'armée a affirmé ne pas être au courant d'un tel incident.

Des témoins palestiniens ont également affirmé que des navires de guerre israéliens avaient tiré des obus dans la matinée sur la zone littorale dans le nord de la bande de Gaza. Un Palestinien a été blessé par ces tirs, selon des sources médicales. Ces sources ont aussi indiqué que deux enfants avaient été tués dans un quartier de Gaza-ville en jouant avec un obus israélien non explosé.

Alors que se pose désormais la question de la reconstruction du territoire palestinien, le premier ministre israélien, Ehoud Olmert, a affirmé, lors d'une rencontre avec le ministre italien des Affaires étrangères, Franco Frattini, qu'il était «impossible que le Hamas dirige le processus [...] et obtienne de ce fait la moindre légitimité».

La ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Livni, a pour sa part lié la réouverture des points de passage de la bande de Gaza, exigée par le Hamas, au sort de Gilad Shalit, un soldat détenu par le mouvement islamiste depuis juin 2006.

A Koweït, les pays arabes ont conclu un sommet de deux jours sans parvenir à se mettre d'accord ni sur le texte d'un communiqué final consacré au récent conflit de Gaza ni même sur la création d'un fonds de reconstruction de ce territoire dévasté.

Agence France-Presse

Association des commissions scolaires anglophones du Québec



Go publique!

Obtenir avec succès un diplôme secondaire est l'objectif principal de tout élève à travers le Québec. L'année dernière, six parmi les sept commissions scolaires les plus performantes du Québec en matière de persévérance scolaire étaient des commissions scolaires anglophones. Un enseignement de qualité, des approches novatrices, une attention personnalisée, un accent sur les activités parascolaires et une participation continue des parents sont parmi les raisons de notre succès.

Nous vous invitons à faire partie de cette expérience réussie. Lorsque vous choisissez une école pour votre enfant, considérez une école publique anglophone au Québec.*

* Vos enfants pourraient avoir la possibilité de fréquenter l'école anglaise si l'un des parents a reçu la majeure partie de son enseignement primaire en anglais au Québec ou ailleurs au Canada.

Les écoles publiques anglophones du Québec

Les multiples facettes de la réussite

www.qesba.qc.ca

ÉDITORIAL

LE 44^e PRÉSIDENT

Refaire l'Amérique

C'est fait: Barack Obama est depuis hier le premier Afro-Américain à occuper la Maison-Blanche. Cette singularité, le 44^e président des États-Unis l'a soulignée en évoquant la mémoire de son père pour mieux insister sur la nécessité qu'il y a de garder l'espoir et la confiance dans ce pays et ses institutions au moment où il est confronté à des défis aussi nombreux qu'énormes.



À l'écoute de la déclinaison formulée par Obama des problèmes qui assaillent sa nation ainsi que le monde, c'est à se demander si deux mandats suffiront. Car pour reprendre son expression, ses concitoyens sont invités, pour ne pas dire condamnés, à «refaire l'Amérique». À la réinventer, ni plus, ni moins. Ce faisant, il annonce l'amorce par son administration d'une rupture avec le fil tissé par Bush, tant sur le front domestique que sur celui des relations internationales, au cours des huit dernières années.

En fustigeant le chacun-pour-soi, la logique des droits et seulement des droits, pour mieux appeler au rééquilibrage de ces droits avec les devoirs de l'individu, Obama a fait évidemment écho au discours inaugural de janvier 1961 de John F. Kennedy. Mais dans la foulée, il a surtout écarté toute guerre des tranchées, tout tripartite idéologique sur la présence ou pas de l'État dans les affaires. Sur son rôle, sa mission. Mais encore? La question, selon lui, n'est pas de savoir si le gouvernement est trop gros ou trop mince, mais plutôt de savoir s'il est efficace ou pas. Et ce, dès aujourd'hui! Car...



SERGE TRUFFAULT

Car Wall Street n'a pas accordé ne serait-ce qu'une journée de répit au nouveau président, ainsi qu'en témoigne une énième saignée des valeurs. De fait, le contexte étant ce qu'il est, l'économie s'est imposée, pour ainsi dire, en tête des priorités inscrites à l'ordre du jour du première journée de travail du 44^e président.

D'autant que les dernières nouvelles, les plus récentes d'entre elles, annoncent des lendemains plus rudes que ceux qu'on avait pourtant qualifiés de difficiles. Pour faire court, l'Amérique est aux prises avec les pires crises qu'elle a connues en 80 ans. Et comme l'Histoire ne se répète pas, cette dernière crise propose des problèmes aux contours si flous qu'on ne sait pas trop comment les aborder.

Chose certaine, les signaux envoyés ces jours-ci par la nouvelle administration permettent d'avancer ceci: Obama et son équipe d'économistes vont rompre, dans les semaines qui viennent, si ce n'est dans les jours qui viennent, avec la culture observée par Bush et son secrétaire du Trésor, Harry Paulson. Il faut s'attendre en effet à ce que le président fasse ce que son prédécesseur n'a pas voulu faire il y a des mois de cela, et que plusieurs lui conseillaient de faire. De quoi s'agit-il? Les milliards accordés aux ex-mastodontes de la banque et de l'assurance n'ayant pas eu les résultats souhaités, l'État va les décharger de leur fardeau. Comment? En reprenant les actifs contaminés par les subprimes et autres véhicules financiers à gogo. Espérons cette fois-ci que ce même État interdise aux patrons de ces établissements, qui ont mis le monde sans dessus dessous, de profiter de primes que, soit dit en passant, ils veulent conserver.

En ce qui concerne les relations avec le reste de la planète, il faut tout d'abord souligner que la conception binaire et empreinte d'une religiosité maniaque qui a singularisé Bush a eu les conséquences suivantes: un énième conflit au Proche-Orient, une nouvelle guerre au Moyen-Orient, une autre en Asie centrale, un certain refroidissement des relations avec des pays européens, la guerre toujours oubliée du Congo. À cela, il faut ajouter la montée en puissance de la Chine, une Russie plus insaisissable qu'en l'an 2000, la prolifération nucléaire en Corée du Nord et l'ambition manifestée à cet égard par l'Iran, etc. Bref, dire que le monde est dans un piteux état comparativement à ce qu'il était il y a huit ans relève de la lapalissade.

Sur l'ensemble de ces sujets, Obama a été ferme en prévenant le monde que les ennemis de la nation «seraient défaits» avant d'introduire une autre coupure avec la politique suivie par son prédécesseur. Contrairement à ce dernier, la politique étrangère ne doit pas être réduite à une stricte recherche de la sécurité. Elle doit être également en accord avec les idéaux des pères de la nation et certains de leurs successeurs. C'est dit, c'est à suivre.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND

BUSH LAISSE UN PETIT MESSAGE POUR OBAMA DANS LE BUREAU OVALE...



L E T T R E S

Je me suis levé tôt

Le 20 janvier 2009 était une journée bien spéciale. C'était la journée où Barack Obama devenait président des États-Unis. Hier matin, je me suis levé tôt parce que je sentais que quelque chose de précieux se produirait.

Dans mon lit, j'ai pensé à l'Histoire et j'ai vu le temps des esclaves, des policiers en Alabama en 1963 et des images de Rosa Parks, la dame qui a refusé de laisser son siège dans l'autobus. Je pensais à ces hommes et ces femmes qui ont donné leur vie pour libérer notre société de la noirceur, de l'ignorance et du racisme.

Hier matin, en me levant, je me suis dit que nous faisons un pas historique dans la bonne direction: l'espoir était présent et les gens étaient heureux!

Les valeurs démocratiques, l'intolérance pour les stupidités humaines et la distribution des ressources pour une meilleure condition humaine seront des réalités qui vont rendre notre monde meilleur; l'espoir était présent et les gens étaient heureux!

Jean-Charles Raby,
Orléans, le 20 janvier 2009

Bravo Obama, mais...

Au cours du spectacle *We Are One*, j'ai été agréablement surpris qu'on fasse des allusions directes à l'esclavage des Noirs aux États-Unis, une des plus grandes taches de leur histoire.

Par contre, lorsque les Américains chantaient *This Land Is Our Land*, il aurait fallu ajouter que cette terre a été volée aux Amérindiens, complètement absents du spectacle. Que les Américains ont commis un génocide contre les Amérindiens. Une chance que dans son discours, Obama a fait une brève allusion aux Amérindiens qui, comme toujours, sont les grands oubliés.

Lorsqu'Obama a déposé une couronne au cimetière des vétérans de la guerre, on a oublié de mentionner que la plupart des guerres américaines ont été des guerres d'agression: deux contre le Canada, une contre le Mexique, contre Cuba, contre l'Espagne, contre les Philippines, contre le Vietnam, contre la Corée, contre le Cambodge et actuellement contre l'Irak. Parler de l'héroïsme des soldats américains est un mensonge contre l'Histoire, sauf pour les deux guerres mondiales. Bien que là encore, la réplique des Américains contre le Japon fut disproportionnée en comparaison de l'attaque de Pearl Harbor.

Le président Clinton a refusé de présenter les excuses du peuple américain aux Africains pour la traite et l'esclavage des Noirs aux États-Unis. Est-ce que Barack Obama aura le courage de présenter ces excuses et de reconnaître l'apport des Noirs dans la construction des États-Unis?

Normand Rousseau
Gatineau, le 18 janvier 2009

Pédagogie d'un sacre

Les grands États ont le propre de retenir l'attention et de susciter une sorte de transfert. Le sacre d'Obama à Washington a déclenché une couverture médiatique exagérée. On ne sait plus trop si l'on est chez soi ou si Washington nous a conquis par les armes! L'événement a certes son importance, étant donné les décisions qui se prennent aux États-Unis pour la planète entière. On sort un instant de sa grisaille en acclamant l'idole de l'heure comme au stade ou au spectacle. Le Québec s'américanise dans plusieurs domaines, au point où l'on constate que la jeunesse carbure aux musiques et aux modes américaines comme dans le transfert d'une vie parallèle.

Une leçon devrait s'imposer: si les États-Unis ont atteint ce degré de puissance, c'est

d'abord parce que leur identité a été fixée et réalisée par l'indépendance nationale. Par contraste, le Québec n'a pas de frontières précises, pas de frontières géographiques ni identitaires. Il erre en lui-même, partagé entre le Canada et le Québec, et cette ambiguïté l'affaiblit et le rend poreux à toutes les influences. Les États-Unis n'ont pas élevé Obama à cette hauteur parce qu'il est à moitié Noir, mais parce qu'ils ont reconnu en lui le génie traditionnel de leur nation et son aptitude à le réaffirmer.

Hubert Larocque
Gatineau, le 19 janvier 2009

La fête des Plaines

Madame Marois, La fête des plaines d'Abraham semble avoir été totalement confondue historiquement avec la fondation de Québec, et même avec la fondation du Canada. Et lorsqu'en 1967 on a «enfin» accordé une attention particulière à la bataille elle-même, on a davantage parlé de Montcalm, le héros, que de Wolfe, l'officier de service. En 1908, année pendant laquelle la fête a été particulièrement importante et a duré près de huit mois avec concerts, spectacles, expositions, congrès divers... on n'a parlé que de l'entente cordiale franco-anglaise. L'idée d'utiliser les fêtes à des fins politiques, notamment pour démontrer la supériorité tactique de Wolfe, est très difficile à retracer dans les archives. Ce serait seulement cette année que le fédéral aurait décidé d'utiliser la fête pour glorifier Wolfe. Une diversion politique inutile digne de l'ère Bush et mise en forme par les «bâtons blancs» et les dinosaures des années 50 qui dirigent très habilement le Canada. «Le Québec a le droit de rejeter un spectacle qui offense les fondements mêmes de son identité.»

Michel Magnant
Montréal, le 17 janvier 2009

LIBRE OPINION

Un projet indiscutablement acceptable

ANDRÉ L'ÉCUEYER
Président, Rabaska

Samedi dernier, *Le Devoir* a ouvert ses pages aux opposants du projet de port méthanier Rabaska. Ces derniers ont, une fois de plus, stigmatisé le projet en nous faisant frémir devant les dangers de commercer avec des étrangers, des Russes de surcroît, et en dénigrant la consommation de gaz naturel qui contribuerait au réchauffement climatique.

On passe sous silence deux éléments fondamentaux. D'abord, il faut reconnaître que les réserves mondiales de gaz naturel sont gigantesques, soit environ 60 fois la consommation annuelle. De son côté, l'Amérique du Nord dispose d'à peu près 5 % des réserves mondiales, mais consomme environ 25 % de ce produit. Inévitablement, et de plus en plus, les Nord-Américains se tourneront vers les pays producteurs pour leur approvisionnement. C'est exactement la même chose que pour le pétrole que le Québec, par exemple, importe de différentes régions telles la mer du Nord, le Venezuela, l'Algérie... En ce qui concerne le gaz naturel, le Québec est éloigné des grandes régions productrices et n'est approvisionné que par l'Ouest canadien et par un seul réseau de transport. Dans de telles circonstances, la meilleure stratégie est de chercher à diversifier nos sources d'approvisionnement

comme le font la France, l'Allemagne et bien d'autres pays dans le monde.

Les deux commissions d'examen du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) et de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACEE), qui ont examiné récemment les projets de terminaux méthaniers québécois, ont tout à tour reconnu qu'une telle diversification devrait induire une concurrence accrue sur le marché et signifier des prix relativement moins élevés qu'ils ne le seraient autrement. Ce sont les consommateurs de gaz naturel (résidences, écoles, industries) qui en bénéficieront. Cet objectif de diversification est au cœur de la politique énergétique du Québec depuis longtemps. M. Denis L'Homme, qui signait la lettre de samedi dernier comme ancien sous-ministre à l'Énergie, le sait très bien puisqu'au moment où il travaillait au ministère, il plaçait lui-même devant le BAPE pour l'implantation de terminaux méthaniers et soulignait l'importance qu'avait pour le Québec la diversification des sources d'approvisionnement.

Prêcher plutôt pour des stratégies de fermeture et de repli sur soi nous ramène bien des décennies en arrière et ne s'inscrit plus dans les grands courants d'ouverture qui ont pris place au Québec et dans le monde au cours des dernières décennies. Il y a certes dans le commerce mondial des points de friction comme le différend

entre l'Ukraine et la Russie sur le prix à payer pour le gaz naturel vendu. Cela n'amènera pas nécessairement l'Allemagne ou la France, qui s'approvisionnent depuis longtemps auprès de la Russie, à couper les ponts avec cette dernière. D'ailleurs, notre partenaire Gaz de France est approvisionné de façon fiable depuis plusieurs dizaines d'années par la Russie. Nous sommes donc rassurés quant à la fiabilité du fournisseur gazier russe.

Il y aura des fluctuations dans le marché du gaz naturel d'une année à l'autre, et d'un continent à l'autre. Il s'agit de pouvoir jouer sur différents marchés et de saisir les occasions qui se présentent au moment opportun. C'est une stratégie proactive, et les consommateurs de gaz naturel du Québec et de l'Ontario sont en droit de s'attendre à ce que ceux qui les desservent, comme GazMétro et Enbridge, partenaires du projet Rabaska, fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour les approvisionner de la meilleure façon.

Faut-il le répéter? Le Québec et l'Ontario représentent un potentiel pour le gaz naturel de six à sept fois supérieur à la capacité de Rabaska. La production du futur port méthanier n'est pas destinée à l'exportation vers les États-Unis. Ils ont par ailleurs dernièrement approuvé une vingtaine de projets pour combler leurs besoins domestiques. Il est aussi faux de prétendre que l'importation

de gaz menace notre sécurité énergétique en raison de la clause de proportionnalité de l'ALENA. En aucun cas, et selon l'interprétation du ministre canadien des Affaires extérieures, cette clause ne vient garantir en toutes circonstances un minimum ou une quantité spécifique d'approvisionnement à nos voisins américains.

Le gaz naturel est un hydrocarbure sensiblement moins polluant que le mazout ou le charbon. Du gaz naturel plus facilement accessible permettra de réduire la consommation d'hydrocarbures polluants, diminuant ainsi les émissions de gaz carbonique. Le bilan global de Rabaska se soldera donc par une diminution des émissions de gaz à effet de serre au pays. Le BAPE et l'ACEE ont reconnu le bien-fondé de cette affirmation. Cela n'empêche nullement par ailleurs de mettre de l'avant des politiques d'efficacité énergétique et de valorisation des énergies vertes.

Il y a deux ans, le BAPE et l'ACEE tenaient de longues audiences publiques sur le projet Rabaska où près de 700 mémoires ont été déposés. La commission d'examen s'est montrée favorable au projet, et le gouvernement du Québec lui a donné son aval sur la base des recommandations de celle-ci. Malgré les aléas de la conjoncture politique et économique, ce projet est, et demeurera, tout à fait sensé pour le plus grand bénéfice du Québec et de ses consommateurs de gaz naturel.

IDÉES



SHANNON STAPLETON REUTERS

L'arrivée du président Barack Obama

Miracle ou mirage?

CHARLES-PHILIPPE DAVID
ET FRÉDÉRIK GAGNON

Les auteurs sont professeurs de science politique, et respectivement directeur et directeur adjoint de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM

Les festivités sont maintenant terminées et le parcours du combattant du nouveau président commence. De deux choses l'une. Barack Obama accomplira des miracles et sera à la Maison-Blanche jusqu'en 2017. À hauteur d'un Franklin Roosevelt, ou dans une bien moindre mesure d'un Ronald Reagan, il s'avérera un très grand président et changera le cours de l'Histoire — en mieux. Ou alors, Barack Obama sera un mirage, perdant ses élections en 2012, tels les Jimmy Carter ou Herbert Hoover d'un seul mandat, n'ayant pu tenir la promesse du changement tant espéré et assistant, contribuant même, par ses décisions, au déclin des États-Unis — pire encore que toutes les prédictions. Les paris sont ouverts, et on aura un début de réponse dans un ou deux ans.

La manière de gouverner d'Obama, en temps réel, nous révélera aussi les chances de succès de son administration. Comment l'inspirateur en chef, l'idéaliste qu'est le 44^e président de l'Histoire mettra-t-il à profit ses talents de leader pragmatique, doué au consensus et au compromis, pour accomplir ses objectifs? Dans quelle mesure, durant les temps forts de crises, économiques et internationales, le changement sera-t-il ainsi possible? Aura-t-il le dernier mot, vraiment, sur l'orientation des politiques, entouré comme il l'est d'une équipe de conseillers aguerris, certes, mais plutôt conservateurs, notamment dans les affaires étrangères? Obama se servira-t-il de cette équipe pour établir un fort consensus pour le changement, ou est-ce que celle-ci, à force d'influencer le nouveau président, diluera le sens et diminuera la portée de son message d'espoir?

Là se trouve à notre avis l'une des principales clés de succès, ou d'échec, de la présidence de Barack Obama. Ainsi ira la prise de décision à la Maison-Blanche, et les choix en ce domaine de son chef, ainsi ira l'avenir de la politique intérieure et celui de la politique extérieure américaine.

L'économie, la priorité

Que faire par rapport aux enjeux économiques et à l'endettement annoncé du gouvernement pour contrer la crise? Alors que 2,6 millions d'emplois ont été perdus en 2008 et que le taux de chômage a atteint son plus haut niveau en 16 ans (7,2 %), c'est sans surprise qu'Obama fera de la relance économique sa priorité. Son plan de relance, qui coûterait 825 milliards de dollars, prévoit deux remèdes: les baisses d'impôts (pour encourager la consommation) et la création d'emplois grâce à de grands travaux publics consistant principalement à réparer les ponts et les routes.

Plusieurs législateurs ont critiqué ces mesures et ont rappelé que le Congrès ne donnera pas toujours un blanc-seing à Obama. C'est notamment le cas de conservateurs fiscaux, qui, comme le leader républicain de la Chambre des représentants John Boehner (représentant de l'Ohio), accusent le nouveau locataire de la Maison-Blanche de proposer un plan de relance qui creusera le déficit budgétaire des États-Unis



JIM YOUNG REUTERS

(lequel risque d'atteindre le chiffre record de 1000 milliards de dollars pour l'année 2009!). Mais l'urgence d'agir permettra sans doute à Obama de museler les critiques (du moins cette fois-ci) et de les inciter à accepter son plan.

Le problème pour la Maison-Blanche est que peu importe les solutions adoptées, il faudrait un miracle pour que la crise économique se termine en quelques semaines ou quelques mois. Elle pourrait en fait durer encore quelques années alors que les Américains souhaiteraient bien évidemment qu'on leur garantisse dès à présent le retour de la santé économique.

Les défis internationaux

En politique étrangère, là très souvent où le président des États-Unis fait véritablement sa marque, les décisions seront nombreuses et traduiront l'état d'esprit de l'équipe obamienne. Audace ou prudence? Innovation ou tradition? Sans doute ni miracle ni mirage, les décisions seront empreintes de nouveauté sans être trop risquées.

Domage, diront les uns, rassurant, diront les autres. Par exemple, l'administration Obama fermera la prison de Guantánamo, mais maintiendra en partie certaines des mesures de Bush pour lutter contre le terrorisme (prions surtout pour qu'il n'y ait pas d'autres attentats). Une occasion de changement véritable qui pourrait s'offrir à la nouvelle administration serait de lever le blocus contre Cuba (Obama à La Havane!), même s'il y a peu de chances que cela se produise. L'administration entamera un dialogue sérieux avec l'Iran, mais risque fort de revenir sur ses positions si Téhéran ne fléchit pas sur sa volonté de poursuivre l'option militaire nucléaire. Et pourtant, oses réver un moment: un sommet de type Camp David, entre les leaders américain, israélien et iranien pour avaliser l'idée d'une zone entièrement dénucléarisée au Moyen-Orient — Israël acceptant de démanteler son arsenal de bombes nucléaires «virtuelles», l'Iran renonçant à les acquérir.

Ensuite, l'administration mettra en œuvre un énième accord de cessez-le-feu à Gaza, mais pourrait du même coup durcir sa position envers Israël pour obtenir des concessions qui feraient en sorte que les Palestiniens, de nouveau, puis-

sent croire que la paix est possible, et ainsi rejeter massivement l'idéologie radicale du Hamas. On peut douter que Mme Clinton, messieurs Gates, Jones, Biden ou Obama puissent ou veuillent même remettre en question la relation privilégiée qu'entretiennent les États-Unis avec Israël.

Enfin, l'équipe Obama changera de théâtre de guerre: on délaissera l'Irak peu à peu, pour investir l'Afghanistan toujours plus. Mais cette militarisation annoncée mettra-t-elle fin à la guerre en Asie centrale comme, le croit-on, cela est le cas présentement en Mésopotamie? Tout un pari que plusieurs estiment voué à l'échec.

Aurait-il mieux valu envisager des changements plus radicaux? Fermeture de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan, négociations avec les talibans, aide économique massive... Même plus souriante et plus multilatérale, la politique étrangère américaine aura de quoi surprendre ou décevoir.

Obama aura-t-il le droit de se tromper?

Les occasions de décevoir seront effectivement nombreuses, et c'est notamment pourquoi la lune de miel entre Obama et les Américains pourrait être plus courte que prévu. Le nouveau président réalisera très certainement sa part de bons coups: il contribuera, entre autres, à redorer l'image des États-Unis dans le monde et il représentera un véritable modèle pour des millions de jeunes Américains, ainsi que pour la population afro-américaine. Mais Obama ne pourra échapper au sort lié au difficile exercice de la présidence. Généralement populaires dans les semaines qui précèdent et qui suivent leur entrée en fonction, les présidents nouvellement élus se heurtent rapidement à des choix épineux et doivent prendre des décisions qui contredisent les promesses faites en campagne électorale.

Qui plus est, la complexité des enjeux ou encore l'expérience d'un nouveau président peuvent donner lieu à des échecs décisionnels quelques semaines à peine après l'investiture (Kennedy et la baie des Cochons, Clinton et la Somalie, etc.). C'est peut-être le genre de situation qui attend Obama, et ce, même si personne n'ose le dire — sauf le vice-président Biden, qui croit qu'Obama fera face à une crise internationale d'envergure dans les six premiers mois de sa présidence.

Et le problème pour les démocrates est que la victoire d'Obama a suscité tant de frénésie et d'espoir que les Américains ont peut-être oublié qu'il n'est pas un surhomme et qu'il commettra des erreurs. Les données indiquent effectivement que les Américains ont une confiance démesurée en leur nouveau chef: 68 % d'entre eux estiment qu'Obama sera un bon président, alors qu'ils étaient seulement 43 % à penser la même chose de Bush en janvier 2001.

En somme, ces énormes attentes envers Obama représenteront peut-être le plus grand obstacle auquel celui-ci fera face d'ici l'élection de 2012. Le démocrate ne serait bien sûr pas le premier président à décevoir (après tout, Bush vient de quitter la Maison-Blanche avec le taux de désapprobation le plus élevé de l'Histoire pour un président sortant). Mais les Américains ont tellement cru au phénomène Obama — ou ont tellement voulu y croire — que le réveil sera brutal lorsque le 44^e président des États-Unis connaîtra ses premières difficultés. En effet, il est vrai que plusieurs Américains plaisantent quand ils comparent Obama à un messie ou à un super héros. Or on sait que l'humour cache souvent un fond de vérité, et qu'ils sont nombreux ceux qui, hier, en regardant Obama poser la main sur la bible de Lincoln, se disaient qu'au fond tout est possible... même les miracles.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandré Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sport), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Papineau (pupitre); information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutriscac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter); information culturelle : Michel Bélar (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médiat), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Éric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Reny (pupitre); information internationale : Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précorail (responsable des pages thématiques); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garnier (caricaturiste); Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Benoît Munger (responsable du site Internet), Emilie Folie-Bélavin et Vincent Cauchy (pomme Internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction), David Damsuchel et Étienne Plamondon-Emond (commis à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Spéciel (Québec), Monique Bhérec (Ottawa). PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Manon Bolland, Marlene Côté, Amélie Maltais, Claire Paquet, Geneviève Pierrat, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebai, Mélisande Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danièle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaïtis. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Luce Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion). ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

OBAMA

SUIVE DE LA PAGE 1

dit, l'Amérique a gardé le cap non seulement grâce à l'habileté et à la vision de ses dirigeants, mais parce que nous, le peuple, sommes restés fidèles aux idéaux de nos ancêtres et à notre Constitution.»

Barack Obama a diagnostiqué comme suit les maux qui affligent les États-Unis: «Notre pays est en guerre contre un vaste réseau de violence et de haine. Notre économie est sérieusement affaiblie à cause de la cupidité et de l'irresponsabilité de certains, mais aussi à cause de notre échec collectif à faire des choix difficiles et à préparer la nation pour une nouvelle ère.»

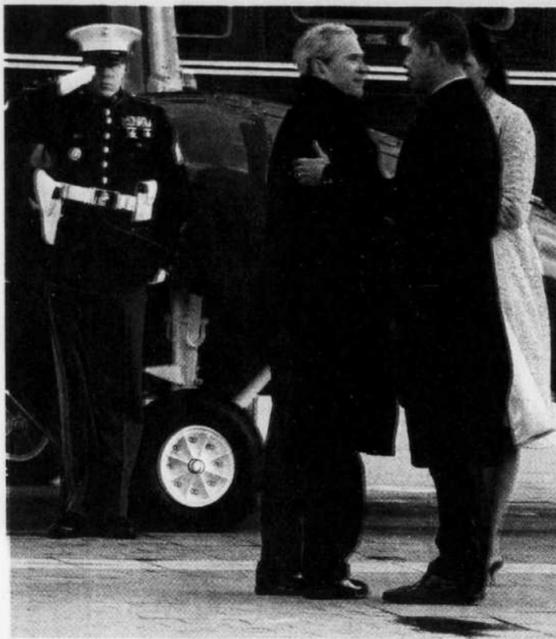
Devant ces difficultés, le président, qui avait fait campagne sur les thèmes du «changement» et de l'«espoir», a mis ses concitoyens en garde contre le découragement. Les défis, a-t-il prédit, ne pourront être relevés «ni facilement ni rapidement, mais [...] ils le seront».

«En ce jour, nous sommes réunis car nous avons préféré l'espoir à la peur, la volonté d'agir en commun au conflit et à la discordance», a ajouté M. Obama dans un discours à la fois prudent et motivateur, exempt de formules idéologiques, mais souvent empreint de lyrisme.

«Nous avons des devoirs envers nous-mêmes et envers le monde», a-t-il affirmé, jumelant habilement les enjeux de politique intérieure et de politique étrangère. Dans les deux cas, le nouveau président s'est montré en complète rupture avec son prédécesseur, George W. Bush, qu'il a tout de même pris soin de remercier.

Barack Obama est devenu le 44^e président des États-Unis sur le coup de midi, conformément à la Constitution américaine, avant même d'avoir prêté serment devant une immense foule qui bravait le froid hivernal.

Cette procédure a été marquée par un léger couac, lorsque Barack Obama a hésité un instant avant de répéter une phrase mal formulée par le juge



George W. Bush et Barack Obama lors de la cérémonie de départ de l'ancien président, hier. M. Bush s'est envolé vers son ranch de Crawford, au Texas.

en chef de la Cour suprême, John Stevens.

Le charisme d'Obama, la présence de ses deux jeunes filles et la prestation musicale de la «première dame» du soul, Aretha Franklin, ont quelque peu humanisé le cérémonial qui se déroulait sur les marches du Capitole.

Malaises de Kennedy et de Byrd

Le dîner officiel a par ailleurs été assombri par les malaises qui ont saisi le sénateur du Massachusetts, Ted Kennedy, récemment opéré pour un cancer du cerveau, et son collègue de la Virginie Occidentale, Robert Byrd.

L'unique survivant de la célèbre fratrie Kennedy, qui est âgé de 76 ans, a été évacué sur une civière par des ambulanciers. «Il est conscient, il parle et il va prendre du mieux», a ensuite déclaré son fils Patrick Kennedy au réseau ABC.

Les attentes immenses envers le nouveau président, dont le taux d'approbation avoisine

les 80 %, sont immenses. Les ratés de l'économie américaine interdisent cependant tout espoir de changements rapides. Malgré cela, le ton de Barack Obama demeure optimiste, même à ce chapitre.

«Nos travailleurs ne sont pas moins productifs qu'au début de la crise. Nos capacités demeurent intactes», a-t-il plaidé hier. Mais il est bien fini le temps de l'immobilisme, de la protection d'intérêts étroits et du report de décisions désagréables.»

M. Obama a résumé ainsi son ambitieux programme économique et social: «Nous agirons non seulement pour créer de nouveaux emplois, mais pour jeter les fondations d'une nouvelle croissance. [...] Nous redonnerons à la science la place qu'elle mérite et nous utiliserons les merveilles de la technologie pour accroître la qualité des soins de santé et en diminuer le coût. Nous domptons le Soleil, le vent et le sol pour faire avancer nos automobiles et faire tourner nos usines.»

Il a dit sa foi dans le marché,

mais rompant avec plusieurs décennies de laisser-faire économique, il a ajouté que laissé sans surveillance, celui-ci «peut devenir incontrôlable et qu'une nation ne peut prospérer longtemps si elle ne favorise que les plus nantis». En revanche, il a promis de supprimer les programmes gouvernementaux improductifs.

Une Amérique amie

En matière de politique étrangère, il a clairement indiqué que son gouvernement allait rompre avec la politique agressive et unilatérale de son prédécesseur. «Sachez que l'Amérique est l'amie de chaque pays et de chaque homme, femme ou enfant qui recherche un avenir de paix et de dignité, et que nous sommes à nouveau prêts à jouer notre rôle de meneur, a-t-il dit. Avec de vieux amis et d'anciens ennemis, nous allons travailler inlassablement pour réduire la menace nucléaire et faire reculer le spectre du réchauffement de la planète.»

Il a promis au «monde musulman» de chercher «une nouvelle approche, fondée sur l'intérêt et le respect mutuels», avant de lancer cet avertissement: «A ceux parmi les dirigeants du monde qui cherchent à semer la guerre ou à blâmer l'Occident pour les maux de leur société, sachez que vos peuples vous jugeront sur ce que vous pouvez construire, pas détruire.»

Le nouveau président a également promis de rester ferme contre les terroristes et de les «vaincre».

Il a mentionné au passage les deux théâtres sur lesquels des troupes américaines combattent actuellement: «Nous allons commencer à laisser l'Irak à son peuple de façon responsable et à forger une paix durablement gagnée en Afghanistan.»

Barack Obama a salué le sens du devoir et le courage des militaires stationnés dans ces deux pays, mais également celui de tous les humbles qui ont peiné pour construire «la nation la plus prospère et la plus puissante» de la planète.

Il a brièvement abordé la question raciale, en rappelant qu'il y a moins de 60 ans, son père africain «n'aurait peut-être pas été servi dans un restaurant

», alors que lui-même peut aujourd'hui prêter «le serment le plus sacré».

Soutien des dirigeants étrangers

La plupart des dirigeants étrangers ont exprimé hier leur soutien pour la vedette du jour, même si certains d'entre eux ont rappelé les défis auxquels M. Obama devra s'attaquer.

«Je pense n'avoir jamais vu un jour où la communauté internationale attendait autant de l'élection d'un président américain», a résumé à ce propos Madeleine Albright, secrétaire d'Etat sous la présidence démocrate de Bill Clinton.

Le premier ministre britannique, Gordon Brown, a salué «un nouveau chapitre dans l'histoire américaine comme dans l'histoire du monde».

Le président français Nicolas Sarkozy s'est déclaré «résolu à travailler main dans la main» avec Barack Obama afin de «relever ensemble les immenses défis» du monde.

Le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, a invité le président Obama à «affronter ensemble les défis actuels: la crise financière, la situation au Moyen-Orient et en Afghanistan», tandis que le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a souhaité un approfondissement des relations entre Washington et l'UE.

Le premier ministre israélien, Ehoud Olmert, s'est dit certain que les États-Unis et Israël seraient sous la présidence d'Obama «des partenaires à part entière pour promouvoir la paix et la stabilité au Proche-Orient».

Le chef de la diplomatie iranienne, Manouchehr Mottaki, a déclaré que Téhéran attendrait «les actions politiques» du nouveau président pour porter un jugement sur ses intentions envers son pays.

Le président vénézuélien Hugo Chavez, de son côté, a affirmé que la révolution au Venezuela «se poursuivra quel que soit le président des États-Unis et sa politique étrangère».

Le Devoir Avec l'Agence France-Presse et Reuters

Bush sort par la petite porte

TABASSUM ZAKARIA

Washington — George Bush a quitté hier la scène politique par la petite porte, alors que tout le pays n'avait d'yeux que pour son successeur, Barack Obama.

Au terme de huit ans d'exercice du pouvoir, l'ex-président a pris la direction de son ranch de Crawford, au Texas, sans avoir effectué une dernière promenade sur les pelouses de la Maison-Blanche. Dans le bureau ovale, il avait auparavant reçu les appels de plusieurs personnalités, dont Condoleezza Rice, amie de longue date et secrétaire d'Etat sortante.

«Il se sent bien. C'est un jour historique. Nous avons adressé tous nos vœux de succès à l'équipe Obama», a déclaré sa porte-parole, Dana Perino.

Dans la matinée, George et Laura Bush avaient accueilli Obama et son épouse Michelle avec lesquels ils ont partagé le café à la Maison-Blanche, puis le chef de l'Etat sortant et son successeur ont pris place dans la limousine présidentielle pour se rendre à la cérémonie d'investiture.

Alors que le convoi s'ébranlait, M. Bush a envoyé un baiser en direction de la Maison-Blanche, où des travaux de rafraîchissement ont immédiatement débuté alors que les déménageurs apportaient les premiers cartons.

M. Bush, qui quitte la présidence avec une cote de popularité en berne, a pu mesurer hier l'étendue du mécontentement de ses concitoyens.

Quelques instants avant l'arrivée du couple Obama, une petite foule a entonné un chant d'ordinaire réservé aux équipes sportives vaincues devant les grilles de la Maison-Blanche.

Des écriteaux portant des slogans hostiles tels que «Assez de Bush» ou «Arrêtez Bush» ont été brandis sur son trajet vers le Capitole.

Reuters

« Nous avons préféré l'espoir à la peur »

C'est devant un parterre de deux millions de personnes que Barack Obama s'est adressé hier pour la première fois à sa nation et au monde en tant que 44^e président des États-Unis. Un appel à tous, hommes, femmes, blanc, noirs, chrétiens ou musulmans, riches ou pauvres, dont voici les plus vibrants extraits.

«Je suis ici devant vous aujourd'hui empli d'un sentiment d'humilité face à la tâche qui nous attend, reconnaissant pour la confiance que vous m'avez témoignée et conscient des sacrifices consentis par nos ancêtres. Je remercie le président Bush pour ses services rendus à la nation. [...]

Il arrive de temps à autre que ce serment soit prononcé alors que s'accroissent les nuages et que gronde la tempête. Dans ces moments, l'Amérique a gardé le cap, non seulement en raison de l'habileté ou de la vision de ses dirigeants, mais aussi parce que nous le peuple, sommes demeurés fidèles aux idéaux de nos ancêtres et à notre Constitution. [...]

Nul n'ignore que nous sommes au beau milieu d'une crise. Notre nation est en guerre contre un vaste réseau de violence et de haine. Notre économie est gravement affaiblie, conséquence de la cupidité et de l'irresponsabilité de certains, mais aussi de notre échec collectif à faire des choix difficiles et à préparer la nation à une nouvelle ère. Des gens ont perdu leur maison ou leur emploi, des entreprises ont dû fermer leurs portes. Notre système de santé coûte trop cher. Nos écoles laissent tomber trop d'enfants et chaque jour apporte de nouvelles preuves que la façon

dont nous utilisons l'énergie renforce nos adversaires et menace notre planète. [...]

[...] Nous ne pourrions relever [ces défis] facilement ni rapidement. Mais, sachez-le, Amérique, nous les relèverons. [...] Nous réaffirmons la grandeur de notre nation en sachant que la grandeur n'est jamais donnée, mais se mérite. [...]

Ce sont ceux qui ont pris des risques, qui ont agi et réalisé des choses — certains connus, mais le plus souvent des hommes et des femmes anonymes — qui nous ont permis de gravir le long et rude chemin vers la prospérité et la liberté. [...] Ils voyaient en l'Amérique quelque chose de plus grand que la somme de leurs ambitions personnelles, que toutes les différences dues à la naissance, la richesse ou l'appartenance à une faction.

Nous nous relèverons

[...] Nous demeurons la nation la plus prospère, la plus puissante de la Terre. [...] Mais il est bien fini le temps de l'immobilisme, de la protection d'intérêts étroits et du report de décisions désagréables. À partir d'aujourd'hui, nous devons nous relever, nous épousseter et reprendre la tâche de la refondation de l'Amérique.

[...] L'état de l'économie réclame des gestes audacieux et ra-



Barack Obama saluant la foule après son discours d'investiture.

pides. Et nous agirons [...] pour jeter les fondations d'une nouvelle croissance. Nous allons construire les routes et les ponts, les réseaux électriques et numériques qui alimentent notre commerce et nous unissent. Nous redonnerons à la science la place qu'elle mérite et utiliserons les merveilles de la technologie pour accroître la qualité des soins de santé et diminuer leur coût. Nous domptons le soleil, le vent et le sol pour faire avancer nos automobiles et tourner nos usines. Nous transformerons nos écoles et nos universités pour répondre aux exigences d'une ère nouvelle. [...]

La question aujourd'hui n'est pas de savoir si notre gouvernement est trop gros ou trop petit, mais s'il fonctionne. [...] La réponse à cette question est oui, nous continuerons. Là où la réponse est non, nous mettrons un terme à des programmes. [...]

La question n'est pas [...] de savoir si le marché est une force de bien ou de mal. Sa capacité à générer de la richesse et à étendre la liberté est sans égale. Mais cette crise nous a rappelé que sans surveillance, le marché peut devenir incontrôlable. [...]

À tous les peuples

En ce qui concerne notre défense à tous, nous rejetons l'idée qu'il faille choisir entre notre sécurité et nos idéaux. [...] À tous les peuples et les gouvernants qui nous regardent aujourd'hui, depuis les plus grandes capitales jusqu'au petit village où mon père est né [au Kenya]: sachez que l'Amérique est l'amie de chaque pays et de chaque homme, femme et enfant qui recherche un avenir de paix et de dignité. [...]

Les précédentes générations [...] ont compris que notre puissance ne suffit pas à elle seule à nous protéger et qu'el-

le ne nous permet pas d'agir à notre guise. [...]

Nous allons commencer à laisser l'Irak à son peuple de façon responsable et forger une paix durablement gagnée en Afghanistan. Avec de vieux amis et d'anciens ennemis, nous allons travailler inlassablement pour réduire la menace nucléaire et faire reculer le spectre du réchauffement de la planète. [...]

Nous savons que notre héritage multiple est une force, pas une faiblesse. [...] Parce que nous avons goûté à l'amertume d'une guerre de Sécession et de la ségrégation (raciale), et émergé de ce chapitre plus forts et plus unis, nous ne pouvons pas nous empêcher de croire que les vieilles haines vont un jour disparaître. [...]

Au monde musulman: nous voulons trouver une nouvelle approche, fondée sur l'intérêt et le respect mutuels. [...] A ceux parmi les dirigeants du monde qui cherchent à semer la guerre, ou faire reposer la faute des maux de leur société sur l'Occident, sachez que vos peuples vous jugeront sur ce que vous pouvez construire, pas détruire. À ceux qui s'accrochent au pouvoir par la corruption et la fraude, et en bâillonnant les opinions dissidentes, sachez que vous êtes du mauvais côté de l'histoire, mais que nous vous tendrons la main si vous êtes prêts à desserrer votre étau.

Aux habitants des pays pauvres, nous promettons de travailler à vos côtés pour faire en sorte que vos fermes prospèrent et que l'eau potable coule. [...] Et

à ces pays qui, comme le nôtre, bénéficient d'une relative abondance, nous disons que nous ne pouvons plus nous permettre d'être indifférents aux souffrances à l'extérieur de nos frontières, ni consommer les ressources planétaires sans nous soucier des conséquences. [...] Ce qui nous est demandé maintenant, c'est une nouvelle ère de responsabilité. [...] Ouvrez notre pays et le monde. [...]

C'est la signification de notre liberté et de notre credo, c'est la raison pour laquelle des hommes, des femmes et des enfants de toutes les races et de toutes les croyances peuvent se réjouir ensemble sur cette magnifique esplanade, et pour laquelle un homme dont le père, il y a moins de 60 ans, n'aurait peut-être pas pu être servi dans un restaurant de quartier, peut maintenant se tenir devant vous pour prêter le serment le plus sacré. [...]

Avec espoir et courage, bravons une fois de plus les courants glacés, et supportons les tempêtes qui peuvent arriver. Qu'il soit dit aux enfants de nos enfants que lorsque nous avons été mis à l'épreuve, nous avons refusé de voir ce parcours s'arrêter, nous n'avons pas tourné le dos ni failli. Et avec les yeux fixés sur l'horizon et la grâce de Dieu, nous avons continué à porter ce formidable cadeau de la liberté et l'avons donné aux générations futures.»

D'après l'Agence France-Presse

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Reinscriptions et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390